

■ RAPPORT DE RÉFÉRENCE · FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

Aide ou partenariat ?

*Refonder la finance du développement à
l'épreuve des faits*



Sommaire

Résumé exécutif

I — Le bilan : un système qui draine plus qu'il n'apporte

II — Ce que le G7 ne voit pas : angles morts incarnés

III — Ce qui marche : l'évidence opérationnalisable

IV — Opérationnalisation : piliers et réformes

V — Scénarios, feuille de route et batailles françaises

VI — Conclusion

Aide ou partenariat ? Refonder la finance du développement à l'épreuve des faits

Contribution à la présidence française du G7 2026 — Filière Finances, deuxième priorité : « Redéfinir les partenariats avec les pays en développement »

Auteur : Eric Gabin Kilama · erickilama.com

Date : Juin 2026

Résumé exécutif

Situation. En quarante ans, le G7 a transféré plus de 4 000 milliards de dollars d'aide au développement. Complication. Les pays les moins avancés demeurent pourtant exportateurs nets de capitaux, et la triple crise de 2026 — effondrement de USAID, choc pétrolier lié à Ormuz, compression européenne de l'aide — révèle un système qui draine plus qu'il n'apporte.¹ Le révélateur est désormais chiffré : en 2025, l'aide publique au développement a connu sa plus forte chute jamais enregistrée — -23,1 % en termes réels, à 174,3 milliards de dollars, les États-Unis en portant près des trois quarts (-56,9 %).² Question. Que doit porter la présidence française à Évian pour restaurer la crédibilité d'un partenariat que quarante ans d'aide n'ont pas stabilisé ? Réponse. Ce rapport montre qu'il faut une architecture de crédibilité fondée sur trois engagements vérifiables : vérité des flux, enveloppe réservée aux PMA dans l'allocation multilatérale, et contrats-pays co-gouvernés capables de survivre aux cycles politiques.

Le débat d'Évian ne peut donc pas rester un débat de volumes bruts. Les PMA reçoivent environ 60 milliards de dollars d'aide par an ; dans l'autre sens, les flux financiers illicites drainent entre 50 et 89 milliards pour l'Afrique, tandis que le service de la dette extérieure des PMA atteint 50 milliards par an, soit 22,3 % de leurs recettes publiques.³ Le G7 conserve une valeur politique seulement s'il prouve que ses annonces deviennent des règles, des mécanismes et des responsabilités nommées.

La France peut porter trois batailles dès Évian : un pacte de transparence (*Transparency Pact*) qui publie l'APD nette corrigée, la sanctuarisation d'une enveloppe réservée aux PMA dans la 21e reconstitution de l'IDA (*IDA-21*), et deux à trois contrats-pays pilotes co-conçus avec des partenaires africains, la Banque africaine de développement (BAD) et la Banque africaine d'import-export (Afreximbank). Le coût additionnel du dispositif est estimé entre 18 et 31 milliards de dollars par an ; les réformes de règles coûtent moins de 300 millions par an.⁴ La contrainte n'est pas budgétaire. Elle est politique : aligner sept stratégies divergentes avant que la fenêtre de crédibilité ne se referme.

Schéma du dispositif

L'ouverture du rapport doit donner à voir non pas un catalogue de mesures, mais une architecture d'atterrissage. Les gains rapides sont ceux qui peuvent être tenus dès Évian et dans les mois qui suivent. Les pilotes servent à tester la crédibilité du partenariat dans un nombre limité de cas. Les transformations générationnelles relèvent d'un horizon plus long, mais elles doivent être annoncées dans une séquence qui évite de répéter Gleneagles, L'Aquila ou Elmau.

| | GAINS RAPIDES (Evian 2026) | PILOTES (2027) | GENERATIONNELS (2028-2035) |
|--------------------------------|-------------------------------|-------------------------|-------------------------------|
| P1 VERITE DES FLUX | standard commun | discipline G7 | coherence durable |
| P2 ENVELOPPE PMA stabilisee | sanctuarisation | visible | guichets operationnels |
| P3 PARTENARIAT | 2-3 contrats-pays | extension controlee | relation mature |
| R1 DETTE | clauses + coordination | execution partagee | reforme de regle |
| R2 FUITES | registres + echange | traçabilite commune | fermeture des canaux |
| R3 TRANSFORMATION | pilotes productifs | apprentissage collectif | horizon 2026-2035 |
| R4 PREVENTION | diagnostic conflit | financement rapide | resilience durable |

| RÉFORMES PROPOSÉES | RÉSULTATS ATTENDUS |
|------------------------------------|--|
| Transparency Pact | APD nette corrigée publiée, registres ouverts, cohérence évaluée |
| PMA First Facility | Enveloppe PMA visible dans IDA-21, guichet protection sociale, contracyclicité |
| Partnership Framework | Contrats-pays co-gouvernés, conditionnalités inversées, pilotes vérifiables |
| Dette + flux illicites | Coordination débiteurs-créanciers, registres bénéficiaires effectifs, meilleure traçabilité |
| Transformation + prévention | Industrialisation verte, transfert technologique, résilience et prévention inscrites dans la durée |

Messages principaux

Ce rapport part d'une idée simple : le problème principal du G7 sur le développement n'est plus l'insuffisance rhétorique, mais l'écart entre les annonces et la structure réelle des flux. Tant que cet écart n'est pas rendu visible, la discussion reste prisonnière de l'APD brute et d'une défense comptable du statu quo. La première fonction d'Évian doit donc être de déplacer le centre de gravité du débat : depuis le volume annoncé vers le bilan net corrigé, depuis le sommet déclaratif vers l'architecture de livraison.

1. Le bilan net est devenu le fait stylisé central. Les PMA reçoivent de l'aide, mais continuent d'être pris dans une mécanique où dette, flux illicites, insertion productive défavorable et faiblesse des capacités publiques annulent une partie de l'effort affiché. Le rapport

ne nie pas les gains sociaux produits par l'aide ; il montre qu'ils n'ont pas suffi à casser la logique de vulnérabilité. C'est pourquoi la vérité des flux n'est pas un appendice technique. Elle est la condition d'une parole crédible du G7.

2. La triple crise de 2026 agit comme révélateur, pas comme accident. Le retrait américain, la pression budgétaire européenne et le risque énergétique lié à Ormuz ne créent pas un problème neuf ; ils révèlent la fragilité d'un système déjà incapable de se protéger contre des chocs connus. Le scénario central pour Évian est celui du communiqué sans suite.⁵ Son coût n'est pas abstrait : 12 à 16 milliards de dollars de perte annuelle pour les PMA, et un sommet de plus qui entame le capital politique du G7 auprès de partenaires devenus plus exigeants et plus autonomes.

3. Le G7 ne gagnera pas la compétition sur les volumes. Les alternatives chinoises, du Golfe et plus largement du Sud global ne sont pas toujours plus transparentes ni plus soutenables, mais elles paraissent souvent plus lisibles, plus rapides et moins paternalistes. Le G7 n'a plus le monopole du financement ; il peut encore conserver un avantage sur la crédibilité, à condition de rendre vérifiable ce qu'il promet, de clarifier les responsabilités d'action et d'accepter une relation moins verticale avec les partenaires.

4. La réponse doit être séquencée en trois étages. D'abord, la vérité sur les flux et la cohérence systémique. Ensuite, une enveloppe réservée aux PMA visible dans l'architecture multilatérale, pour sortir les pays les plus fragiles de la concurrence permanente avec des priorités plus médiatiques. Enfin, des contrats-pays co-gouvernés qui traduisent la logique de partenariat dans des objets contrôlables, plutôt que dans un vocabulaire convenu. Le rapport montrera ensuite comment ces trois étages s'articulent à des réformes de dette, de traçabilité et de transformation productive.

5. La présidence française peut porter trois batailles à haute valeur politique. La première est domestique et diplomatique à la fois : publier un standard `APD nette corrigée` avant de demander aux autres de le faire. La deuxième est multilatérale : sanctuariser une enveloppe réservée aux PMA dans `IDA-21` et ses instruments liés. La troisième est partenariale : lancer deux à trois pilotes co-construits avec des partenaires africains, la BAD et Afreximbank, afin de matérialiser la promesse d'un partenariat plus adulte. Ces trois batailles sont choisies non parce qu'elles résolvent tout, mais parce qu'elles combinent lisibilité, faisabilité et capacité de différenciation.

6. Le coût n'est pas le vrai verrou ; l'exécution l'est. Le dispositif proposé représente un coût additionnel de 18 à 31 milliards de dollars par an, concentré sur un poste identifiable — la protection sociale PMA — et partiellement compensable par des ressources déjà disponibles, notamment des DTS inutilisés. Les réformes de règles coûtent peu. Le problème est ailleurs : éviter les reclassements, tenir un calendrier, survivre au sommet, et organiser un suivi qui ne disparaisse pas avec la prochaine séquence budgétaire. La question d'Évian n'est donc plus « que faut-il faire ? », mais « comment construire un mécanisme politiquement tenable qui oblige le G7 à tenir parole ? »

La structure du rapport suit cette logique. La Section I documente le bilan net, les mécanismes d'échec structurel et la triple crise. La Section II montre ce que le G7 ne voit pas : la pluralité des stratégies de ses membres, la montée des alternatives et la nécessité d'une relation moins asymétrique avec les partenaires. La Section III réinjecte la couche d'évidence aujourd'hui trop souvent comprimée, en montrant ce qui marche réellement lorsque développement, capacité publique, protection sociale, transformation productive et prévention sont pensés ensemble. La Section IV traduit cette démonstration en architecture opérationnelle. La Section V hiérarchise les scénarios, les temporalités et les batailles françaises.

| SCÉNARIO | PROBABILITÉ | PERTE ANNUELLE PMA | EN UN MOT |
|---------------------------------|-------------|--------------------|--|
| Le communiqué sans suite | 45-50 % | 12-16 Md USD | Le G7 promet, les PMA perdent un quart de leur aide |
| Le pacte crédible | 25-30 % | 5-7 Md USD | Le G7 tient parole et restaure une crédibilité mesurable |
| La fracture | 20-25 % | 30-38 Md USD | Le G7 ne délivre rien et accélère le basculement vers l'architecture parallèle |

I — Le bilan : un système qui draine plus qu’il n’apporte

L’ouverture du rapport a posé la thèse politique: le G7 ne souffre pas d’un déficit d’annonces, mais d’un déficit de crédibilité. La première section doit maintenant documenter pourquoi. Elle le fait en quatre temps. D’abord, en remplaçant le langage de l’aide brute par celui du bilan net corrigé. Ensuite, en montrant que l’échec n’est pas accidentel mais construit par cinq mécanismes stables. Puis, en rappelant que ces mécanismes ne produisent pas partout les mêmes formes de vulnérabilité. Enfin, en lisant la triple crise de 2026 non comme un accident historique, mais comme la confirmation d’une fragilité systémique laissée intacte.

1.1. Le bilan que le G7 ne dresse pas

Le consensus G7 continue de raisonner en flux entrants. Combien le CAD décaisse, combien les banques multilatérales prêtent, combien le financement mixte mobilise, combien la présidence du moment parvient à requalifier en effort additionnel. Cette manière de compter n’est pas neutre. Elle conduit le sommet à se juger sur la dépense annoncée, alors que les partenaires jugent la relation sur le résultat net: ce qui entre effectivement, ce qui ressort par d’autres canaux, et ce qui reste disponible pour construire de la résilience au lieu de simplement amortir le choc suivant.

Or ce bilan devient défavorable dès qu’on quitte la colonne unique de l’APD. Les PMA reçoivent autour de 60 milliards de dollars d’aide bilatérale et multilatérale par an. Mais face à cette colonne se dressent au moins trois canaux de sortie. Le premier est celui des flux financiers illicites: fuite de capitaux, manipulation des prix de transfert, évasion fiscale, et formes plus diffuses d’extraction financière. Le deuxième est celui de la dette extérieure, dont le service a atteint 50 milliards de dollars par an pour les PMA, soit 22,3 % de leurs recettes publiques. Le troisième est moins simple à comptabiliser mais tout aussi structurant: détérioration des termes de l’échange, rapatriement des profits, et drainage de main-d’oeuvre qualifiée.⁶⁷

| FLUX | ORDRE DE GRANDEUR ANNUEL | LECTURE POLITIQUE |
|--|--------------------------------|---|
| APD bilatérale et multilatérale vers les PMA | ~60 Md USD | Effort entrant mis en avant par les communiqués |
| Flux financiers illicites Afrique | 50-89 Md USD | Fuite systémique qui neutralise une partie du soutien affiché |
| Service de la dette extérieure des PMA | ~50 Md USD | Compression directe des marges budgétaires |
| Termes de l’échange / profits / fuite des compétences | non agrégé de manière homogène | Canal diffus mais durable d’extraction nette |

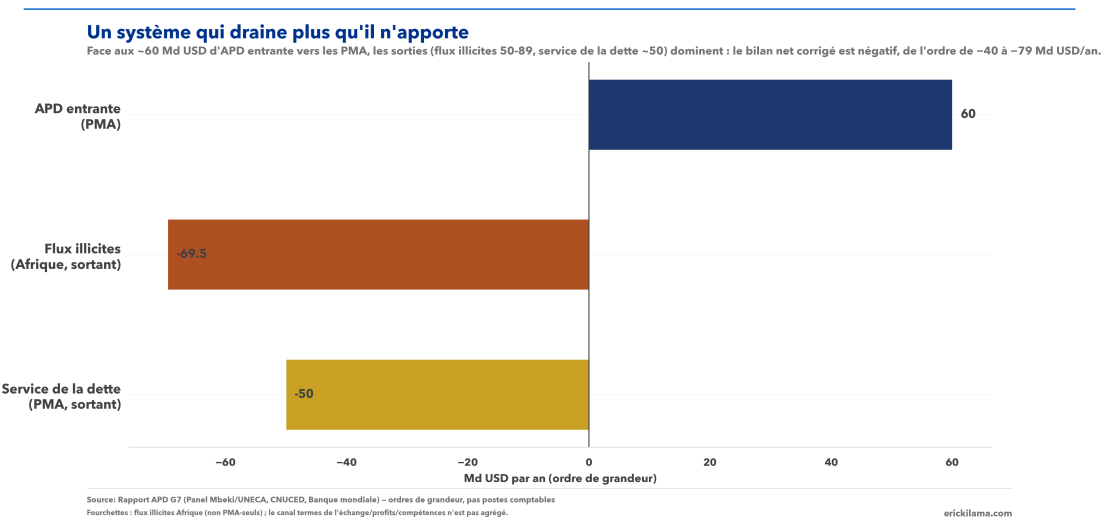


Figure 1 — Un système qui draine plus qu'il n'apporte. Face aux -60 Md USD d'APD entrante, les sorties (flux illicites, service de la dette) dominant ; bilan net corrigé -40 à -79 Md USD/an. Source : Panel Mbeki/UNECA, CNUCED, Banque mondiale.

Le point important n'est pas de prétendre à une comptabilité parfaite là où les sources restent hétérogènes. Il est de constater que, même sous hypothèse prudente, le solde n'est plus compatible avec le récit d'un système principalement redistributeur. Lorsque l'on confronte les 60 milliards d'entrées aux 50 à 89 milliards de sorties illicites pour l'Afrique, aux 50 milliards de service de la dette pour les PMA, et à la persistance de canaux d'extraction moins bien mesurés mais politiquement visibles, le bilan net corrigé s'établit dans une fourchette négative de l'ordre de -40 à -79 milliards de dollars par an. Cette fourchette ne vaut pas comme soustraction comptable exacte; elle vaut comme ordre de grandeur robuste dans sa direction. Elle signifie que les PMA restent, au total, exportateurs nets de capitaux.⁸

Cette lecture est renforcée par les travaux sur la richesse privée offshore. Des analyses récentes montrent que l'Afrique peut être décrite comme créancière nette du monde dès lors que l'on réintègre les actifs détenus hors du continent par ses résidents les plus favorisés. Les estimations croisées de Ndikumana et Boyce, ainsi que le rapport Zucman/PNUD, situent cette richesse offshore autour de 500 milliards de dollars. Ce chiffre ne doit pas être brandi comme un slogan militant. Il doit être lu comme un rappel méthodologique: la relation de développement ne peut pas être comprise uniquement par la colonne des transferts publics. Une partie décisive du problème est logée dans la structure globale des incitations fiscales, financières et commerciales.

Encadré 1 – Méthodologie du bilan net corrigé

Les estimations de flux financiers illicites reposent sur des méthodes imparfaites mais convergentes. Le Panel Mbeki/UNECA utilise notamment les écarts dans les données miroir du commerce extérieur et les résidus de balance des paiements ; la CNUCED combine ces méthodes avec des données sur les prix de transfert des multinationales, ce qui conduit à une fourchette de 50 à 89 milliards de dollars par an pour l'ensemble de l'Afrique. Ces chiffres ne couvrent pas les seuls PMA, ce qui impose de les utiliser comme ordre de grandeur et non comme poste comptable strictement comparable à l'APD. La richesse offshore, de son côté, est estimée à partir des anomalies dans les statistiques bancaires internationales et de données fiscales agrégées. Le bilan net corrigé retenu ici n'est donc pas un chiffre comptable clos; c'est un instrument de vérité politique sur la direction du système.⁹

Le corollaire de cette méthode est souvent mal compris. Admettre que le bilan net corrigé est négatif ne revient pas à nier les effets bénéfiques de l'aide. Les gains sanitaires et éducatifs sont réels, et le rapport ne les efface pas. Il affirme autre chose: ces gains n'ont pas suffi à transformer la structure qui fabrique la vulnérabilité. Le système peut simultanément sauver des vies à court terme et échouer à modifier la trajectoire de dépendance qui ramène les mêmes pays aux mêmes points de fragilité. C'est précisément ce décalage qui explique pourquoi le débat sur le développement reste prisonnier d'une satisfaction comptable au Nord et d'une frustration stratégique au Sud.

Le point d'arrivée de cette première sous-section est donc simple. Tant que le G7 persiste à raisonner en aide brute, il se raconte une histoire flatteuse mais politiquement stérile. Dès lors qu'il accepte de raisonner en bilan net corrigé, la question change immédiatement. Elle n'est plus: « combien ajouter à la prochaine enveloppe ? » Elle devient: « pourquoi le système que nous avons construit reprend-il par d'autres canaux ce qu'il affiche donner ? » Ce déplacement n'est pas un luxe analytique. C'est le point de départ obligé d'une présidence française qui voudrait parler de crédibilité plutôt que d'intendance.

1.2. Cinq mécanismes d'un échec structurel

Si le bilan net corrigé demeure défavorable après quarante ans d'effort, ce n'est pas par accident. L'aide a produit des résultats partiels mais n'a pas transformé les structures productives, fiscales et institutionnelles des pays les plus fragiles. Cinq mécanismes expliquent cette persistance. Les quatre premiers décrivent les dysfonctionnements du système de développement lui-même. Le cinquième décrit le dysfonctionnement du club qui prétend le réformer.

Le premier mécanisme est productif. La période 1980-2026 correspond exactement à celle où l'Afrique subsaharienne a vu sa part manufacturière culminer puis décliner à des niveaux de revenu bien inférieurs à ceux atteints par les économies asiatiques à des stades comparables. Le pic manufacturier africain s'est situé autour de 10 à 12 % du PIB, contre 25 à 35 % pour la Corée du Sud, Taïwan ou la Chine lorsqu'elles ont franchi des seuils de revenu similaires. Les plans d'ajustement structurel ont démantelé une part importante des instruments de politique industrielle, tandis que l'ouverture commerciale a exposé des industries naissantes à des producteurs déjà matures. Dans le même temps, l'allocation de l'aide est

restée massivement orientée vers les infrastructures sociales, l'humanitaire et le soutien budgétaire, laissant le secteur productif autour de 20 % de l'APD bilatérale. Le résultat n'est pas seulement une insuffisance d'investissement. C'est un biais de conception: des économies maintenues dans une combinaison d'agriculture à faible productivité et de services informels, sans la montée en gamme que l'industrialisation a historiquement fournie ailleurs.¹⁰

Le deuxième mécanisme est institutionnel. L'aide augmente les ressources à disposition de l'État sans garantir, à elle seule, le renforcement des mécanismes de redevabilité. Dans des contextes où la confiance interpersonnelle est faible, où les alternances sont instables et où les rentes d'accès à la ressource publique sont élevées, elle peut alimenter des stratégies de capture plutôt que des stratégies d'investissement collectif. La littérature historique et politique sur l'Afrique a largement documenté ce point. Les régions les plus marquées par de longues histoires d'extraction et de violence présentent encore des niveaux plus faibles de confiance et de capacité à produire des biens publics. Dans ces environnements, contourner l'État via les ONG peut limiter certaines rentes, mais ne construit pas la capacité publique ; passer par l'État sans garde-fou peut, à l'inverse, nourrir la capture. Le problème n'est donc pas un choix abstrait entre État et hors-État. Il est l'incapacité répétée des politiques d'aide à travailler avec les institutions existantes tout en construisant de la capacité, plutôt que de les contourner ou de prétendre les remplacer.¹¹¹²

Le troisième mécanisme est celui de l'incohérence systémique. Le cadre de l'« au-delà de l'aide » le montre depuis longtemps: la politique de développement du G7 n'est pas seulement composée de transferts d'aide, mais aussi de politiques commerciales, financières, fiscales, migratoires et technologiques qui produisent des coûts massifs pour les pays en développement. Les pays du CAD transfèrent environ 215 milliards de dollars d'APD, mais leurs barrières tarifaires progressives sur les produits transformés, leurs régimes de propriété intellectuelle, leurs juridictions financières permissives, et une partie de leurs politiques migratoires neutralisent une fraction importante de cet effort. Le G7 donne d'une main et reprend de l'autre. Tant que le développement est pensé comme un silo budgétaire détaché de ces autres régimes de politique publique, l'aide ne peut au mieux qu'amortir les effets d'un système plus large qui continue de désavantager structurellement les pays qu'elle prétend soutenir.¹³

Le quatrième mécanisme est celui du double aléa moral. L'aide fournit au Nord une couverture morale pour ne pas réformer les règles du jeu international qu'il contrôle ou influence fortement. Elle fournit au Sud un substitut partiel qui peut réduire la pression intérieure à élargir l'assiette fiscale, à transformer les structures productives ou à remettre en cause des coalitions distributives inefficaces. Les deux côtés peuvent alors s'accommoder d'un équilibre médiocre mais stable: les donateurs continuent d'afficher leur effort, les receveurs continuent de recevoir sans changer suffisamment les structures, et la relation se présente comme progressive parce que certains indicateurs sociaux s'améliorent. Ce mécanisme est central parce qu'il explique pourquoi des gains réels coexistent avec une stagnation stratégique. Le système peut produire des progrès mesurables tout en reproduisant la logique profonde de dépendance.

Le cinquième mécanisme n'est pas logé dans les pays bénéficiaires, mais dans le club réformateur lui-même. Le G7 n'est pas une organisation à obligations exécutoires. C'est un club politique sans mécanisme automatique de livraison. Gleneagles a promis de doubler l'aide à l'Afrique ; la promesse n'a jamais été tenue. L'Aquila a engagé 22 milliards pour la sécurité alimentaire ; seule une fraction a été effectivement décaissée. Elmau et le PGII ont mobilisé des montants impressionnants sur le papier, sans effet visible comparable dans les PMA. Ce défaut est triple. D'abord, l'absence de redevabilité: les engagements sont politiques, pas contractuels, et le sommet suivant ne commence presque jamais par le bilan du précédent. Ensuite, l'ambiguïté définitionnelle: des dépenses existantes peuvent être reclassées comme nouvelles, ce qui gonfle les annonces sans augmenter les flux. Enfin, l'absence de mécanisme d'exécution automatique: dès que les contraintes budgétaires domestiques se durcissent, les promesses internationales deviennent arbitrables et donc fragiles. Les travaux sur la compliance des engagements G7 montrent d'ailleurs un résultat utile pour Évian: lorsque les engagements sont vagues, le taux de conformité tourne autour de 56 % ; lorsqu'ils sont spécifiques et contraignants, il peut monter jusqu'à 94 %. Le problème n'est donc pas seulement l'ambition des sommets. C'est leur architecture.¹⁴

Pris ensemble, ces cinq mécanismes déplacent la lecture du dossier APD. Ils montrent que la fragilité du système n'est pas celle d'une politique trop faible, mais celle d'un assemblage institutionnel incohérent. Le point central n'est pas que le G7 ait « mal fait » malgré ses bonnes intentions. C'est qu'il a empilé des instruments qui amortissent sans transformer, annoncent sans contraindre, et corrigent à la marge des structures qui continuent ailleurs à produire la vulnérabilité. Évian n'entre donc pas dans une crise conjoncturelle ; il entre dans un problème de conception.

1.3. Trois trajectoires vers la trappe de vulnérabilité

Le diagnostic serait incomplet si cette vulnérabilité était présentée comme uniforme. Les mêmes mécanismes d'échec produisent des figures différentes selon les pays. Trois trajectoires suffisent à montrer pourquoi il n'existe pas de réponse générique, même si les causes profondes restent parentes.

Première trajectoire: celle des États capturés à faible base productive, exemplifiée par le Niger, le Mali ou le Burkina Faso. Dans ces cas, l'extraction nette est structurelle: ressources minières ou agricoles exportées brutes, faibles retombées productives domestiques, flux illégitimes sortants, appareil administratif peu capable de convertir la rente en biens publics durables. L'aide y joue souvent le rôle de prothèse. Elle évite l'effondrement complet des services, finance l'urgence, soutient une partie du fonctionnement public, mais ne transforme pas le moteur de la fragilité. Chaque choc — sécuritaire, climatique, politique — révèle la même dépendance. Le mécanisme dominant est ici celui de la capture: l'aide maintient un minimum vital sans construire la redevabilité suffisante pour sortir de la rente.¹⁵

Deuxième trajectoire: celle des pays qui ont bel et bien connu une forme de succès industriel, mais sous une forme trop étroite pour devenir résilience structurelle. Le Bangladesh en est l'exemple typique. Le pays a construit une base manufacturière puissante dans le textile et l'habillement, tiré des millions de personnes hors de la pauvreté et engagé une sortie de la catégorie PMA. Pourtant, cette réussite masque une vulnérabilité très forte: dépendance à un seul secteur, exposition au protectionnisme vert ou social des marchés d'exportation, vulnérabilité climatique existentielle, et absence de protection sociale universelle capable de stabiliser les gains en cas de choc. Le mécanisme dominant est ici celui d'une industrialisation trop étroite, insuffisamment épaulée par la protection sociale et la diversification productive. La réussite n'annule pas la fragilité; elle la reconfigure.¹⁶

Troisième trajectoire: celle des pays qui ont « gradué » ou franchi un seuil de revenu, sans que leur structure économique ne change réellement. Des cas comme la Côte d'Ivoire, le Cameroun ou le Kenya montrent qu'un revenu par tête plus élevé ne suffit pas à sortir du piège si l'économie reste dominée par les matières premières, l'importation de biens transformés, un secteur industriel trop faible et une forte informalité. La graduation modifie le rapport à l'aide concessionnelle, mais pas l'effet des politiques commerciales, financières et fiscales des pays riches. Le mécanisme dominant est ici l'incohérence des politiques au-delà de l'aide: la ligne comptable change, la structure d'insertion internationale beaucoup moins.¹⁷

Ces trajectoires n'appellent pas encore de réponses détaillées — ce sera l'objet des sections suivantes — mais elles servent une conclusion décisive pour le diagnostic. Les interventions génériques échouent parce que les vulnérabilités ne se distribuent pas de manière homogène. Ce que les cas ont en commun n'est pas la même forme de fragilité, mais le fait que le système actuel traite encore trop souvent ces contextes comme des variantes d'un même problème solvable par les mêmes instruments. C'est une erreur analytique, et donc une erreur de design.

1.4. La triple crise de 2026 : confirmation, pas surprise

Les crises qui se rejoignent au premier semestre 2026 ne créent pas la vulnérabilité. Elles la révèlent sous une forme plus coûteuse et plus visible. C'est une distinction importante, car elle empêche de traiter la conjoncture actuelle comme une parenthèse malheureuse. Si le système était structurellement robuste, ces chocs produiraient de la tension, pas une remise en cause existentielle de la relation de développement.

Encadré 2 — Triple crise 2026 : actualisation

Trois chocs se combinent. D'abord, l'effondrement de USAID, après une réduction massive des opérations dès janvier 2025 puis une fermeture formelle le 1er juillet. Ensuite, le choc pétrolier et logistique lié aux frappes sur l'Iran et à la quasi-fermeture du détroit d'Ormuz, qui renchérit l'énergie et la dette des importateurs nets. Enfin, la compression européenne de l'aide dans un contexte de réarmement rapide. Le point commun n'est pas seulement leur simultanéité. C'est qu'ils frappent des pays dont la capacité d'absorption, la marge budgétaire et les filets de sécurité n'ont pas été suffisamment consolidés par quarante ans de politique de développement.

Le premier choc est américain. Les opérations de USAID ont été massivement réduites avant même la fermeture formelle de l'agence. Sur environ 5 200 contrats, 83 % des programmes ont été annulés, soit 46 milliards de dollars de contrats résiliés sur un portefeuille cumulé de 114 milliards. Une étude du *Lancet* estime à 14 millions le nombre de décès supplémentaires d'ici 2030 si ces coupes persistent, dont 4,5 millions d'enfants de moins de cinq ans. Pour les PMA les plus dépendants, l'impact macroéconomique peut atteindre 1 à 2 points de PIB. La leçon n'est pas seulement humanitaire. Elle est institutionnelle: si la suppression d'une seule agence provoque un tel effondrement sanitaire dans plus d'une centaine de pays, c'est que le système n'a pas construit de capacité locale suffisante après quarante ans d'investissement.¹⁸

Le deuxième choc est énergétique et financier. Les frappes coordonnées sur l'Iran et la quasi-fermeture du détroit d'Ormuz ont provoqué une perturbation majeure du trafic maritime et fait franchir au Brent le seuil des 100 dollars le baril. Pour les PMA importateurs nets, le problème n'est pas seulement le surcoût énergétique. C'est l'effet de ciseaux qu'il crée avec la dette libellée en dollars: hausse de la facture extérieure, appréciation du dollar, coûts d'importation plus élevés, et espace fiscal encore plus contraint. Le même schéma s'était déjà observé en 2008 puis en 2022. Il se reproduit parce que l'architecture sous-jacente a peu changé. Le « péché originel » monétaire reste l'un des amplificateurs les plus puissants de la vulnérabilité externe, et le développement des marchés obligataires en monnaie locale n'a progressé qu'à la marge là où il aurait dû être traité comme un chantier de première importance.¹⁹

Le troisième choc est européen. Le plan ReArm Europe mobilise plus de 800 milliards d'euros pour la défense, dans un contexte où les arbitrages budgétaires deviennent plus durs. Les corrélations avec les coupes d'aide sont déjà mesurables: les donateurs européens ont réduit leur APD de 18 milliards entre 2023 et 2025, tandis que l'APD du CAD reculait de 6 % en termes réels en 2024 pour s'établir à 215,1 milliards de dollars, avant de s'effondrer de 23,1 % en 2025, à 174,3 milliards — la plus forte baisse annuelle jamais enregistrée, dont les États-Unis portent près des trois quarts.²⁰ L'argument selon lequel la défense contribue indirectement à la sécurité du voisinage ne doit pas être balayé trop vite. Mais, du point de vue des PMA, le problème demeure entier: ReArm finance la défense européenne, pas leur sécurité budgétaire, alimentaire ou sociale. Et l'élasticité de réallocation entre défense et aide est désormais documentée: chaque euro supplémentaire en défense peut coûter 10 à 20 centimes d'aide.²¹

Ces trois chocs ne sont pas indépendants. Le retrait américain accroît la pression sur les Européens. Le choc pétrolier renforce la contrainte de change et de dette. La compression budgétaire européenne réduit au même moment les marges d'amortissement. L'effet combiné, sous le scénario central, représente une perte de 12 à 16 milliards de dollars par an pour les PMA, soit environ un quart de l'aide qui leur est destinée. Ce chiffre importe, mais l'interprétation importe davantage. Le vrai sujet n'est pas que 2026 serait une mauvaise an-

née exceptionnellement chargée. Le vrai sujet est que ces chocs trouvent des économies dont les amortisseurs restent trop faibles, les systèmes publics trop fragiles, et la structure d'insertion externe trop dépendante pour pouvoir encaisser la séquence.

La dette agit ici comme canal de transmission privilégié. Chaque crise géopolitique qui renchérit l'énergie ou apprécie le dollar se transforme rapidement en crise de soutenabilité pour des États déjà contraints. C'est pourquoi la dette apparaît dès cette section comme amplificateur, même si sa traduction opérationnelle relève plus loin du rapport. Pour le diagnostic présent, il suffit d'établir la chaîne causale: la vulnérabilité n'est pas l'effet de la crise seule ; elle est le produit d'une architecture qui laisse les pays exposés au risque de change, à la volatilité des matières premières et à la faiblesse de leur base fiscale.

La conclusion de la section est donc la suivante. Les chocs de 2026 ne sont pas la cause première de la fragilité du système d'aide. Ils sont le test qu'il échoue encore. Quarante ans de financement n'ont pas suffi à construire, dans les pays les plus exposés, des capacités publiques, productives et financières assez solides pour encaisser une séquence de ce type. Si Évian ignore cette vérité et traite la conjoncture comme une anomalie à compenser, le sommet répétera le cycle des annonces sans traitement des causes. Si, au contraire, il prend le bilan net, les mécanismes d'échec et la triple crise comme point de départ, alors le rapport de développement cesse enfin d'être un commentaire charitable de la vulnérabilité pour devenir une réflexion sur les structures qui la reproduisent.

II — Ce que le G7 ne voit pas : angles morts incarnés

La Section I a montré pourquoi le système échoue. La Section II change de focale. Elle ne porte plus d'abord sur les mécanismes structurels de la vulnérabilité, mais sur les angles morts politiques qui empêchent le G7 de les voir correctement. Le problème n'est pas seulement qu'il existe des contraintes extérieures. C'est que les membres du club ne poursuivent pas le même objectif, que les partenaires disposent désormais d'alternatives plus nombreuses, que le langage du partenariat reste en tension avec les pratiques de l'aide, et qu'un angle mort majeur — la protection sociale — demeure traité comme un supplément plutôt que comme une infrastructure.

2.1. Sept stratégies, pas une

Le G7 parle volontiers du développement comme d'un agenda commun. En réalité, il juxtapose sept trajectoires qui convergent de moins en moins. Cette divergence ne relève pas d'un détail de style diplomatique ; elle constitue la structure politique du problème. Un club dont les membres poursuivent des objectifs de plus en plus différents ne peut produire, au mieux, qu'un compromis de surface. Le langage commun du sommet masque alors des arbitrages nationaux incompatibles.

Le cas américain est le plus spectaculaire. Le démantèlement de USAID, engagé dès janvier 2025 avant la fermeture formelle du 1er juillet, ne relève pas d'une simple coupe budgétaire. Il marque un changement de doctrine: l'aide bilatérale cesse d'être pensée comme instrument de développement pour devenir instrument de politique étrangère transactionnelle. Le retrait annoncé de dizaines d'organisations internationales, la contraction massive des contributions humanitaires aux Nations Unies, la réduction de la contribution à l'IDA, et le conflit institutionnel sur les décaissements au Congrès composent un message simple pour les PMA: le premier donneur mondial — 63,3 milliards de dollars en 2024, réduits à 29,0 milliards en 2025 (-56,9 %) — n'est plus un partenaire de développement au sens classique du terme.²² Il devient un partenaire d'intérêts, dossier par dossier, dans une logique de rapport de force.²³

L'Allemagne illustre une autre forme de basculement. Elle n'a pas abandonné le développement par rupture idéologique, mais par réorientation prioritaire. Le budget du BMZ est entré dans une trajectoire baissière nette, l'aide humanitaire a été fortement réduite, et le développement est désormais subordonné à une hiérarchie politique où l'Ukraine passe d'abord, la défense ensuite, et la transformation structurelle des pays pauvres en troisième position. Ce n'est pas seulement un problème quantitatif. C'est un problème de base sociale et politique: lorsque le développement devient une variable d'ajustement entre sécurité, climat et migration, il perd la capacité d'être défendu comme finalité en soi.

Le Japon demeure un donneur sérieux, mais géographiquement concentré et de plus en plus subordonné à sa stratégie *Free and Open Indo-Pacific*. La logique japonaise reste plus stable que la logique américaine ou britannique: qualité des infrastructures, prêts concessionnels, transfert technologique. Mais elle est désormais arrimée à une compétition géostratégique assumée avec la Chine, et l'Afrique y apparaît surtout sous la formule *From Aid to Investment*. Le Japon n'est donc pas absent du développement; il l'inscrit dans un périmètre stratégique plus étroit que celui des besoins les plus aigus.

L'Italie est un cas intermédiaire. Le Plan Mattei représente la première tentative européenne récente de formuler une stratégie africaine intégrée autour de l'énergie, de l'agriculture, des infrastructures et de la formation. L'arrimage à l'IDA et au Global Gateway européen donne à cette initiative une portée supérieure à un simple exercice de communication. Mais l'ambition reste fragile: l'enveloppe est modeste, l'APD italienne demeure en dessous de la moyenne du CAD, et la stratégie peut encore basculer du statut de catalyseur vers celui de slogan si elle reste sous-financée et trop bilatérale.

Le Royaume-Uni et le Canada incarnent deux formes différentes d'érosion. Le premier a transformé la réduction de l'ODA/RNB en retrait structurel, tout en subordonnant plus étroitement le développement à la politique étrangère via le FCDO. Le second montre qu'un gouvernement élu sur une promesse de maintien de l'aide peut rapidement la sacrifier à la consolidation budgétaire, ce qui transmet aux partenaires un signal politique aussi fort que la coupe elle-même: même les engagements électoraux explicites sur le développement sont devenus révisables à court terme.

La France, enfin, occupe une position paradoxale. Elle préside le G7 en 2026, dispose d'un héritage diplomatique en Afrique, d'une expertise technique reconnue et d'une capacité à articuler un discours distinct du modèle chinois. Mais elle est prise dans sa propre contradiction: une APD à 0,48 % du RNB en 2024, revenue à 0,43 % en 2025²⁴ et loin de la cible fixée par sa loi de programmation, une coupe budgétaire significative, une part élevée d'aide éducative qui ne quitte jamais le territoire, et un silence persistant sur le rôle des centres financiers européens dans les flux sortants d'Afrique. Cette contradiction ne disqualifie pas la France. Elle rend simplement visible que la présidence d'Évian ne peut pas parler au nom d'un club vertueux surplombant ses partenaires. Elle parle depuis un club lui-même travaillé par ses angles morts.

| MEMBRE | APD 2024 | APD/RNB | TRAJECTOIRE | SIGNAL DOMINANT |
|-------------|-------------|------------------|--------------------|---|
| États-Unis | 63,3 Md USD | 0,22 % | Chute brutale | Dissolution de USAID, retrait multilatéral |
| Allemagne | 32,4 Md USD | 0,67 % | Forte baisse | Réallocation vers défense et Ukraine |
| Japon | 16,8 Md USD | 0,39 % | Baisse | Sécuritisation sous FOIP |
| France | 15,4 Md USD | 0,48 % | Baisse | Présidence G7 sous contrainte propre |
| Canada | 7,4 Md USD | 0,34 % | Baisse | Promesse électorale rompue |
| Italie | 6,5 Md USD | 0,28 % | Stable | Plan Mattei ambitieux, enveloppe modeste |
| Royaume-Uni | 18,0 Md USD | 0,50 vers 0,30 % | Chute structurelle | Développement subordonné à la politique étrangère |

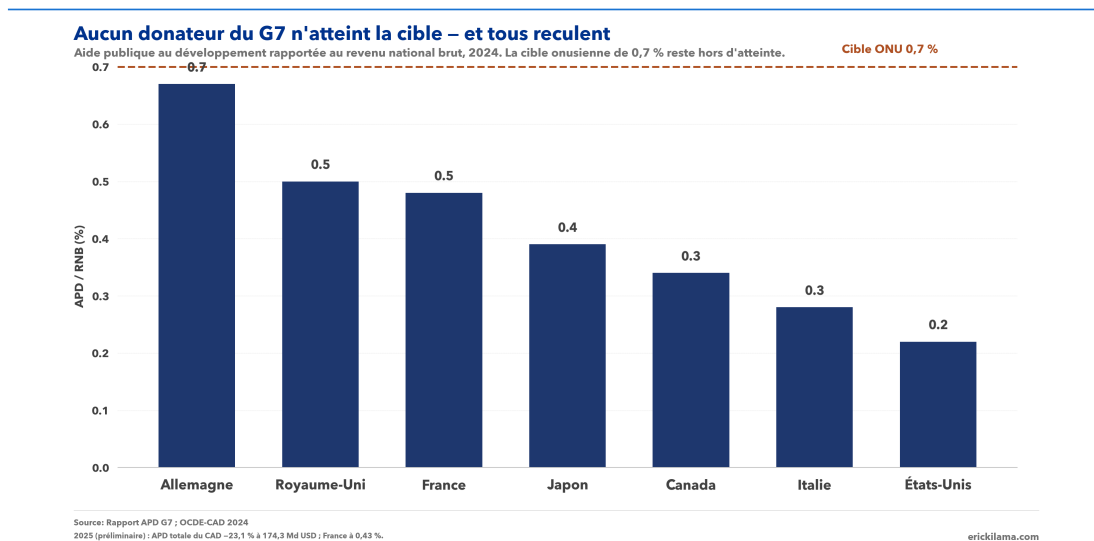


Figure 2 — Aide publique au développement rapportée au RNB, 2024. Aucun donateur du G7 n'atteint la cible onusienne de 0,7 %. Source : OCDE-CAD 2024.

Actualisation 2025 (données préliminaires OCDE-CAD, avril 2026). L'APD totale du CAD a chuté de 23,1 % à 174,3 Md USD — la plus forte baisse jamais enregistrée. Les États-Unis reculent de 56,9 % (à 29,0 Md USD), l'Allemagne devient le premier donateur du CAD (29,1 Md USD) et la France revient à 0,43 % du RNB. Les chiffres 2025 ne sont pas encore disponibles de manière homogène pour tous les membres ; le tableau conserve donc les données 2024 comparables.²⁵

Le point important n'est donc pas que le G7 manquerait simplement de moyens. C'est qu'aucun des sept membres n'a aujourd'hui une politique de développement dont la finalité première soit la transformation structurelle des pays pauvres. L'aide sert la politique étrangère, la gestion migratoire, les engagements climatiques, la stabilisation sécuritaire, ou la compétition stratégique. C'est cette hétérogénéité profonde qu'un communiqué de sommet ne peut plus masquer durablement. Le diagnostic politique de la section peut donc être formulé simplement: le G7 n'est pas un acteur unique qui se tromperait sur ses instruments ; il est une coalition de stratégies divergentes qui prétend encore parler comme un sujet cohérent.²⁶

2.2. Le paysage des alternatives : l'âge du choix

Le deuxième angle mort du G7 tient à la transformation du paysage extérieur. Les PMA ne sont plus captifs du club occidental. Ils font désormais face à un champ d'options plus diversifié, plus compétitif et, à certains égards, plus lisible. Cette pluralisation n'est pas nécessairement une bonne nouvelle en termes de transparence, de soutenabilité de la dette ou de normes sociales. Mais elle change irréversiblement les termes de la relation.

La Chine reste l'alternative la plus structurante. Depuis 2000, elle a engagé plus de 180 milliards de dollars de prêts à l'Afrique et déployé un modèle d'infrastructure clé en main, sans conditionnalité politique explicite et avec des délais de décaissement rapides. À cela s'ajoute désormais un geste commercial que le G7 n'a pas d'équivalent à opposer: l'ouverture en franchise de droits de 100 % des lignes tarifaires pour les PMA, étendue à l'ensemble des pays africains à partir du 1er mai 2026. Le signal politique est puissant, indépendamment des limites du modèle chinois. Pékin offre un accès commercial réel là où le G7 promet souvent des partenariats dont les effets restent bureaucratiquement ou politiquement différés.

Les limites du modèle chinois sont pourtant bien documentées. Les restructurations zambienne et sri-lankaise ont montré qu'il pouvait se comporter comme un créancier réticent. Les clauses de nantissement de certains prêts BRI, la dépendance à une main-d'oeuvre importée, l'inégale qualité des infrastructures et l'absence fréquente de transfert technologique réel sont connues. Mais la comparaison pertinente, du point de vue de nombreux gouvernements africains, n'est pas entre une solution idéale et une solution imparfaite. Elle est entre des offres imparfaites concurrentes. Or la Chine se présente comme une puissance qui travaille avec les gouvernements en place, sans exiger de reconfiguration institutionnelle préalable. Pour des dirigeants fatigués des conditionnalités, cette proposition reste politiquement séduisante, même lorsqu'elle crée d'autres dépendances.²⁷

Les pétromonarchies du Golfe constituent une deuxième famille d'alternatives. Leur proposition diffère de celle de la Chine autant que de celle du G7. Il s'agit moins d'aide que de capital stratégique, orienté vers l'énergie, l'agriculture, les ports et certains actifs logistiques. Ces flux n'ont pas la grammaire morale du développement. Ils viennent avec des rendements attendus, une rationalité d'investissement plus directe, et souvent une plus grande rapidité d'exécution. Ils ne résolvent pas les asymétries de pouvoir, mais ils élargissent le jeu. Pour les partenaires africains, ils augmentent la possibilité d'arbitrer entre des bailleurs qui ne parlent plus tous le même langage.

À ces grands pôles s'ajoutent des canaux plus modestes mais significatifs: Turquie, Inde, Brésil, ainsi que divers instruments régionaux ou bilatéraux qui, sans rivaliser en masse financière avec la Chine ou le G7, multiplient les options disponibles. Le changement décisif est moins quantitatif qu'institutionnel. Le développement entre dans un âge du choix. Les partenaires peuvent jouer les donneurs les uns contre les autres, comparer la rapidité d'exécution, l'absence ou la présence de conditionnalités, l'accès commercial, la visibilité des projets et la qualité des instruments.

Cette situation n'est pas forcément stabilisatrice. La concurrence entre bailleurs peut conduire au moins-disant en matière de soutenabilité de la dette, de normes sociales ou de transparence. Mais, du point de vue du G7, le fait central est ailleurs: la relation n'est plus captive. Le club ne peut plus compter sur l'absence d'alternative pour compenser sa lenteur, ses contradictions ou ses engagements mal tenus. Il ne gagnera pas la compétition sur les volumes, parce que d'autres peuvent toujours annoncer davantage ou décaisser plus vite. La question devient donc qualitative. Ce qui est en jeu n'est pas la taille abstraite de l'offre, mais la manière dont elle combine lisibilité, réciprocité, traçabilité et résultats tangibles.

L'asymétrie de tendance est, sur ce point, difficile à ignorer. AidData documente plus de 20 000 projets chinois dans 165 pays pour un engagement cumulé supérieur à 1 000 milliards de dollars entre 2000 et 2021. Horn, Reinhart et Trebesch montrent qu'environ la moitié de la dette envers la Chine n'apparaît pas dans les statistiques de la Banque mondiale, créant un problème de dette cachée qui complique toute restructuration ordonnée. Sur le terrain commercial, les exportations africaines vers la Chine ont quadruplé en vingt ans, tandis que l'utilisation effective des préférences commerciales européennes stagne sous 80 %, signe que l'offre européenne est soit mal calibrée, soit trop lourde à mobiliser. L'enjeu n'est pas d'idéaliser l'alternative chinoise. Il est de reconnaître que le G7 ne peut plus élaborer une stratégie crédible sans nommer l'environnement compétitif dans lequel ses partenaires font désormais leurs choix.²⁸

2.3. La tension irrésolue : aide ou partenariat ?

Le troisième angle mort est conceptuel et relationnel. Le discours du G7 sur le développement est traversé par une contradiction que les communiqués ne résolvent pas: il parle de partenariat tout en opérant dans une architecture largement construite pour l'aide. Or ces deux logiques ne reposent pas sur la même anthropologie politique.

L'aide présuppose une asymétrie. Un donneur décide, finance, évalue et, en dernier ressort, juge. Un receveur reçoit, s'ajuste, démontre sa conformité et tente de préserver un espace de négociation. Toute l'infrastructure de l'aide — cadres logiques, conditionnalités, évaluations, architecture de projet — est structurée autour de cette dissymétrie. Le partenariat, à l'inverse, présuppose une relation plus horizontale: partage du risque, co-définition des priorités, co-gouvernance des instruments et redevabilité mutuelle. C'est cette seconde logique que revendiquent depuis longtemps l'Union africaine, l'Agenda 2063, l'AfCFTA et une partie croissante des plateformes africaines de réforme de l'architecture financière internationale.

Le problème n'est pas qu'une de ces deux grammaires serait entièrement fautive et l'autre entièrement vraie. Les PMA les plus fragiles ont besoin de dons et de soutien concessionnel, parce que les marchés de capitaux ne leur prêtent pas ou ne le font qu'à des conditions destructrices. Mais le langage du partenariat ne peut pas être plaqué sur une architecture qui conserve l'essentiel des asymétries de l'aide. C'est là que le discours du G7 se fissure. Il promet l'égalité symbolique tout en maintenant une distribution très inégale du pouvoir sur la conception, l'allocation et l'évaluation des instruments.

Cette contradiction est devenue plus visible parce que les partenaires africains ne se contentent plus de demander davantage d'aide. Ils réclament un système qui ne les draine pas, et des instruments qui reconnaissent leur capacité d'agence. La Déclaration d'Accra, le Partenariat de Busan, le Programme d'action d'Addis-Abeba et plus récemment les positions africaines sur la réforme de l'architecture financière internationale ont progressivement déplacé la demande. Le cœur du message n'est plus: « transférez plus ». Il est: « cessez de structurer la relation comme si l'ajustement devait venir uniquement de notre côté ».

L'angle mort du G7 n'est donc pas seulement moral. Il est analytique. Le club continue de parler comme si l'aide pouvait être rebaptisée partenariat sans que soient touchés les lieux réels du pouvoir: conception des instruments, critères d'allocation, cadrage des risques, mesure des résultats, et hiérarchie implicite entre savoir du donneur et expérience du partenaire. Ce décalage alimente la défiance parce qu'il rend visible une promesse relationnelle que l'architecture opérationnelle ne tient pas encore.

2.4. Les 80 % sans filet : la protection sociale comme angle mort

Le dernier angle mort de la section est aussi l'un des plus coûteux. La protection sociale demeure, dans la plupart des pratiques du G7, un thème de rapport ou un sous-ensemble du social, alors que l'évidence accumulée depuis deux décennies la désigne comme une infrastructure de résilience, de stabilisation et de transformation. Cet écart entre ce que la recherche sait et ce que la décision politique traite comme prioritaire est devenu difficile à justifier.

Le point de départ est simple: environ 80 % des PMA ne disposent pas de système de protection sociale universel. La pandémie l'a montré avec une brutalité particulière. Les pays qui disposaient de registres sociaux, de canaux de paiement et d'une capacité minimale de

ciblage ont pu amortir rapidement le choc ; les autres ont improvisé, fragmenté et répondu trop tard. Or cet angle mort ne concerne pas seulement les crises sanitaires. Sans filet social, chaque choc — climatique, énergétique, alimentaire, budgétaire — se transforme en catastrophe humanitaire ou en destruction rapide de capital humain.²⁹³⁰

Ce qui rend cet angle mort particulièrement frappant est la convergence de l'évidence empirique. Les transferts monétaires réduisent la pauvreté, améliorent la nutrition et la scolarisation, augmentent l'investissement productif des ménages et ne créent pas la dépendance souvent invoquée dans le débat politique. Les programmes dits de *graduation*, qui combinent transferts d'actifs, accompagnement et formation, montrent des effets durables. Pourtant, les décideurs, y compris au sein du G7, continuent de sous-estimer systématiquement cette efficacité. Le préjugé survit à l'évidence, ce qui fait de la protection sociale moins un sujet techniquement controversé qu'un cas exemplaire de dissociation entre savoir disponible et hiérarchie réelle des priorités.³¹³²

Le coût de l'inaction est pourtant lisible. Un système de protection sociale de base dans les PMA coûterait entre 1 et 2 % du PIB, soit environ 15 à 25 milliards de dollars par an. C'est moins que le service de la dette que les PMA versent à leurs créanciers. C'est moins que les flux financiers illicites estimés pour l'Afrique. C'est une fraction des volumes rapidement mobilisés ailleurs pour la défense ou la stabilisation d'autres priorités géopolitiques. Le fait que cette question demeure marginale dans l'architecture effective du G7 révèle donc quelque chose de plus profond qu'un oubli technique. Il révèle la manière dont certaines infrastructures essentielles de résilience continuent d'être reléguées parce qu'elles ne produisent ni la visibilité politique d'un grand projet d'infrastructure, ni le récit stratégique immédiatement valorisable d'une réponse sécuritaire.

La protection sociale permet ainsi de lire à nu l'angle mort du club. Là où l'évidence est la plus claire, la correction n'est pas structurellement hors de portée, et l'effet sur la vulnérabilité serait probablement le plus direct, la réponse institutionnelle reste hésitante, partielle et sous-financée. Ce n'est pas seulement une défaillance sectorielle. C'est un symptôme de la manière dont le G7 hiérarchise encore mal ce qui construit réellement la résilience des pays les plus fragiles.

La section peut donc se refermer sur une idée simple. Le problème du G7 n'est pas seulement qu'il voit des contraintes extérieures plus fortes qu'autrefois. C'est qu'il continue de mal voir sa propre situation politique: la divergence de ses membres, la montée d'alternatives réelles, la contradiction entre aide et partenariat, et l'oubli persistant d'infrastructures comme la protection sociale. Autrement dit, après une première section consacrée à l'échec du système, la deuxième établit que le club échoue aussi à se diagnostiquer lui-même. C'est cette cécité politique, plus encore que l'insuffisance de moyens, qui rend la crédibilité d'Évian si difficile à reconstruire.

III — Ce qui marche : l'évidence opérationnalisable

Les deux premières sections ont établi un double diagnostic. D'une part, l'architecture actuelle du développement laisse intacts des mécanismes qui fabriquent la vulnérabilité. D'autre part, le G7 lit imparfaitement sa propre situation politique et continue de sous-estimer les angles morts qui affaiblissent sa crédibilité. Une question reste alors ouverte: que sait-on, en 2026, de ce qui transforme réellement les structures économiques des pays pauvres ? Sans réponse claire à cette question, le rapport ne serait qu'un réquisitoire de plus.

La nouveauté des vingt dernières années n'est pas l'apparition soudaine d'idées inédites, mais la convergence d'un niveau de preuve bien plus robuste. Les travaux pionniers sur les institutions, la gouvernance, la pauvreté, les systèmes publics, la transformation productive ou les conflits avaient déjà identifié des axes décisifs. Ce qui a changé, c'est l'épaisseur cumulative de l'évidence: essais contrôlés, quasi-expériences, méta-analyses, évaluations de grande échelle, et synthèses de type *handbook* convergent désormais suffisamment pour faire apparaître une architecture cohérente.³³ Le problème n'est plus l'ignorance. Il est l'écart entre ce que l'évidence montre et ce que les priorités politiques traitent effectivement comme central.

La présente section isole six axes où cette convergence est la plus nette. Ils ne constituent pas encore un plan d'action; ils décrivent le noyau dur de ce que la littérature considère comme transformateur. L'enjeu n'est pas de choisir une école contre une autre, mais de constater que les résultats les plus solides se concentrent autour de quelques régularités: les institutions locales comptent, les systèmes publics comptent, la protection sociale agit comme infrastructure, l'industrialisation verte demeure une fenêtre réelle mais étroite, le transfert technologique dépend de la capacité absorptive, et la prévention des conflits ne peut plus être pensée hors du développement.

3.1. Travailler avec les institutions locales, pas contre elles

Le premier résultat robuste concerne la manière dont les interventions se rapportent aux institutions existantes. Les travaux récents convergent vers une idée simple: les dispositifs qui prennent appui sur les structures locales, même imparfaites, produisent des effets plus durables que ceux qui cherchent à les contourner ou à les remplacer par des architectures importées.³⁴ La littérature oppose parfois, de manière stylisée, le *trait-taking* au *trait-making*: dans le premier cas, l'intervention s'ajuste aux institutions réellement présentes ; dans le second, elle présuppose qu'une nouvelle architecture peut être imposée de l'extérieur puis internalisée sans coût politique majeur.

Ce contraste éclaire une partie importante de la divergence observée entre le G7 et ses concurrents. Les conditionnalités institutionnelles classiques ont souvent produit une conformité de façade, une bureaucratisation de l'ajustement et, à terme, un ressentiment politique qui alimente la préférence pour les offres moins prescriptives. À l'inverse, des ap-

proches plus attentives aux contraintes locales, aux équilibres d'acteurs et aux capacités effectivement disponibles tendent à mieux survivre dans le temps, précisément parce qu'elles ne supposent pas qu'un modèle idéal puisse être plaqué sans frictions. Les travaux de Wantchekon et Canen sur la capture de l'État, comme ceux de Moscona, Nunn et Robinson sur les institutions et le développement, pointent dans cette direction: la qualité d'une intervention tient moins à son ambition normative abstraite qu'à sa capacité à s'inscrire dans les structures réelles de gouvernement, de redevabilité et de coordination.³⁵

L'intérêt de ce résultat dépasse la technique des projets. Il aide à comprendre pourquoi des offres pourtant moins transparentes peuvent apparaître plus recevables politiquement. Lorsque la relation d'aide est perçue comme une injonction à ressembler à un modèle externe plutôt qu'à renforcer des capacités situées, elle nourrit une fatigue institutionnelle. L'évidence n'idéalise pas les institutions locales. Elle montre simplement qu'ignorer leur configuration concrète produit souvent des résultats moins durables que de travailler avec elles, tout en construisant progressivement des formes plus robustes de redevabilité.

3.2. Investir dans les systèmes publics, pas les contourner

Le deuxième résultat majeur concerne l'« infrastructure invisible » du développement: systèmes de santé, d'éducation, de droits de propriété, de régulation, de gestion budgétaire, d'information administrative et de finance publique. Les synthèses récentes montrent qu'aucun transfert financier n'a d'effet durable s'il ne rencontre pas un minimum de capacité systémique pour l'absorber, l'allouer et le rendre soutenable.³⁶ Cette idée est parfois banale dans sa formulation, mais elle a été historiquement contredite par de nombreuses pratiques de l'aide.

Une partie importante de l'architecture de l'aide a en effet privilégié les canaux non étatiques, justement parce que les États étaient jugés incapables ou capturés. Ce choix a souvent permis d'obtenir des résultats rapides sur des objectifs ciblés. Mais il a aussi contribué, à long terme, à affaiblir les capacités qu'il prétendait suppléer. La littérature récente sur les États faibles insiste sur ce point: des réformes institutionnelles parfois modestes — organisation des services, systèmes d'information, ciblage des fonctions critiques, routines administratives robustes — peuvent produire des gains disproportionnés lorsqu'elles renforcent la capacité d'exécution de base.³⁷ L'opposition frontale entre efficacité court terme hors de l'État et transformation longue par l'État apparaît ainsi moins productive qu'une question plus simple: à quel moment une intervention augmente-t-elle réellement la capacité publique au lieu de simplement se substituer à elle ?

L'évidence disponible conduit à une conclusion nette. Les systèmes publics ne sont pas un décor administratif que l'on peut laisser en arrière-plan pendant que les projets délivrent. Ils constituent le milieu même dans lequel les effets durables deviennent possibles. Lorsque ces systèmes restent fragiles, les gains demeurent réversibles, les chocs redeviennent dévastateurs et les innovations réussies se replient à l'échelle pilote sans jamais devenir structure.

3.3. La protection sociale comme infrastructure

Le troisième axe est celui où l'écart entre preuve et hiérarchie politique est peut-être le plus spectaculaire. La protection sociale reste souvent traitée comme un chapitre du social ou comme un appendice humanitaire. Pourtant, la littérature la classe de plus en plus clairement comme une infrastructure de résilience, de stabilisation macro-sociale et de transformation des trajectoires de pauvreté. La question n'est plus seulement de savoir si les transferts aident à passer une crise. Elle est de savoir ce qu'ils changent lorsqu'ils sont pensés comme partie intégrante d'un système.

Les résultats micro sont désormais bien établis. Les transferts monétaires réduisent la pauvreté, améliorent la nutrition et la scolarisation, augmentent l'investissement productif des ménages et ne produisent pas l'effet de dépendance longtemps invoqué dans le débat politique. Les programmes de *graduation*, qui combinent transferts d'actifs, accompagnement et formation, montrent des effets durables sur la sortie des trappes à pauvreté.³⁸³⁹ Le résultat le plus important n'est pas simplement que « les transferts marchent ». C'est qu'ils reclassent la protection sociale: d'une dépense de secours à une pièce d'architecture économique.

Ce reclassement est renforcé par l'évidence d'équilibre général. Les études les plus sérieuses à grande échelle suggèrent que le passage du micro au macro n'annule pas les effets observés; il peut au contraire les amplifier si des capacités administratives minimales sont présentes. Les transferts stimulent la demande locale, améliorent l'allocation du travail, réduisent certaines ventes d'actifs destructrices et renforcent la capacité des ménages à absorber les chocs. Le point délicat n'est donc pas de savoir si la protection sociale a un effet. Le point délicat est de savoir sous quelles conditions administratives, financières et politiques cet effet peut être stabilisé à grande échelle.

Encadré 3 — Ce que l'on sait du passage à l'échelle

Trois familles de résultats se renforcent mutuellement. **Egger et al. (2022, *Econometrica*)** mesurent au Kenya un programme de transferts à grande échelle dont le multiplicateur local atteint **2,6**: chaque dollar transféré génère 2,60 dollars de PIB local, avec des retombées positives sur les non-bénéficiaires et des effets-prix limités. **Muralidharan, Niehaus et Sukhtankar (2023, *Econometrica*)** confirment, sur le programme indien **MGNREGA** couvrant environ **260 millions de ménages**, que des dispositifs massifs peuvent produire des effets redistributifs significatifs sans désorganiser les marchés locaux. **Gentilini et la Banque mondiale (2020)** montrent qu'un socle de protection sociale de base dans les pays à faible revenu se situe dans un ordre de grandeur de **1 à 2 % du PIB**, à condition que registres sociaux, canaux de paiement et capacités administratives minimales soient présents. L'incertitude subsiste, non sur l'existence d'effets, mais sur la vitesse et les conditions de leur stabilisation à l'échelle d'un système complet.

L'implication analytique est forte. Un angle mort central du développement contemporain ne réside pas dans l'absence d'évidence sur la protection sociale, mais dans l'écart entre cette évidence et la manière dont les instruments continuent de la traiter comme secondaire. La littérature suggère au contraire qu'elle appartient au petit nombre de leviers dont l'effet touche simultanément la pauvreté, la résilience, la stabilité politique et la capacité d'investissement des ménages.

3.4. La fenêtre d'industrialisation verte

Le quatrième axe concerne la transformation productive. Le vieux modèle d'industrialisation tirée par les exportations manufacturières est devenu plus difficile à reproduire dans un contexte de désindustrialisation prématurée, de fragmentation commerciale et de compétition géoéconomique accrue. Cela ne signifie pas qu'aucune trajectoire productive ne soit plus ouverte. La littérature récente suggère plutôt qu'une fenêtre spécifique s'est déplacée: celle des chaînes de valeur liées à la transition énergétique et aux infrastructures vertes.⁴⁰⁴¹

Le cas kenyan illustre bien ce paradoxe. Le pays dispose d'une production électrique très majoritairement renouvelable, mais les turbines, les panneaux, les batteries et une large partie des intrants technologiques viennent d'ailleurs. La transition peut ainsi progresser tout en laissant intacte la dépendance technologique et industrielle. La leçon n'est pas qu'il suffirait d'ajouter un vernis vert à l'industrialisation classique. Elle est que la transition énergétique constitue l'un des rares espaces encore en cours de structuration, où les positions industrielles ne sont pas entièrement figées. Les travaux de Rodrik sur la politique industrielle verte et ceux sur la fragmentation commerciale convergent ici: la fenêtre existe, mais elle est étroite et exige des complémentarités régionales, notamment là où l'AfCFTA peut créer une échelle que les marchés nationaux n'offrent pas seuls.⁴²

Ce que montre l'évidence, c'est donc moins une recette qu'un diagnostic sur la temporalité. Les économies qui captent une partie de ces chaînes développent de la capacité, de l'apprentissage et des bases fiscales nouvelles. Celles qui restent exportatrices de minerais bruts dans une transition pilotée par d'autres reproduisent une dépendance déjà connue sous un vocabulaire décarboné.

3.5. Le transfert technologique et la capacité absorptive

Le cinquième axe prolonge le précédent. Le transfert technologique demeure l'un des mécanismes les plus sous-utilisés de l'architecture de l'aide, alors même que la littérature montre son rôle central dans la divergence de trajectoires entre économies à faible et moyenne capacité productive.⁴³ Le problème n'est pas seulement l'accès aux technologies. Il réside dans la capacité à les absorber, les adapter, les diffuser et les insérer dans un tissu de compétences et d'institutions.

Le contraste quantitatif est ici frappant. Les pays avancés investissent 2 à 3 % de leur PIB en R&D, quand les PMA évoluent souvent autour de 0,1 à 0,3 %. Les données du CRS montrent que la R&D, l'innovation et le transfert technologique restent marginaux dans les flux d'aide. Cette faiblesse ne signifie pas simplement que le développement investirait trop peu dans la science. Elle signifie qu'une partie essentielle de la transformation — universités technologiques, centres de recherche appliquée, formation d'ingénieurs, infrastructures numériques, communautés d'entreprises capables d'apprendre — reste sous-financée ou pensée comme secondaire.

L'évidence disponible insiste ainsi sur un point souvent négligé: la technologie n'agit pas comme une variable exogène qui se diffuserait automatiquement dès lors qu'un équipement arrive. Elle dépend d'un milieu institutionnel, éducatif et productif qui rend possible son appropriation. Le transfert technologique n'est pas seulement une clause contractuelle ou un poste de coopération. C'est une question de capacité absorptive.

3.6. Le développement comme prévention des conflits

Le sixième axe porte sur la relation entre développement et conflit. Un quart des pays sont aujourd'hui affectés par des formes aiguës de conflit ou de fragilité, et les projections montrent que la pauvreté extrême se concentrera de plus en plus dans ces espaces au cours de la décennie.⁴⁴⁴⁵ La boucle pauvreté-conflit-pauvreté est l'un des résultats les plus stables de la littérature contemporaine. Elle ne signifie pas qu'il existerait une causalité simple ou automatique dans un seul sens. Elle signifie qu'ignorer l'articulation entre sécurité, institutions et développement revient à traiter séparément des dynamiques qui se renforcent mutuellement.

Cette convergence de preuve tranche avec l'architecture institutionnelle persistante, où développement et sécurité demeurent souvent organisés en silos. Les travaux les plus solides montrent pourtant que la prévention, les capacités locales de médiation, la justice transitionnelle, la réintégration et la consolidation des services publics produisent des effets qui dépassent la seule logique humanitaire. Le coût analytique du silo est donc élevé: il empêche de voir que certains investissements de développement agissent aussi comme prévention, et que certains contextes de conflit détruisent en quelques mois le capital accumulé en plusieurs années.

Le résultat important, pour la logique du rapport, est que cet axe rapproche plusieurs des précédents. Les institutions locales comptent davantage en contexte fragile. Les systèmes publics y sont à la fois plus faibles et plus décisifs. La protection sociale y agit comme stabilisateur. La transformation productive y devient plus difficile mais aussi plus nécessaire. La prévention des conflits n'est donc pas un sixième thème à côté des autres. Elle fonctionne comme révélateur de leur interdépendance.

La conclusion de la section est nette. Vingt ans de recherche rigoureuse ne produisent pas un catalogue dispersé de "bonnes pratiques"; ils dessinent une architecture relativement cohérente de ce qui transforme durablement les trajectoires de développement. Cette architecture met au centre les institutions locales, les systèmes publics, la protection sociale, la transformation productive verte, la capacité absorptive et la prévention des conflits. Le problème du débat international n'est pas l'absence d'évidence. C'est la difficulté persistante à lui donner un rang structurant dans la hiérarchie réelle des instruments. La section suivante portera non plus sur ce que l'évidence établit, mais sur la manière dont cette évidence peut être traduite en architecture opératoire sans perdre sa logique propre.

IV — Opérationnalisation : piliers et réformes

L'évidence n'a de valeur politique que si elle devient architecture d'engagement, de financement et de suivi. Les trois premières sections ont établi, successivement, que le système actuel draine plus qu'il n'apporte, que le G7 lit mal sa propre situation politique, puis que vingt ans de recherche robuste convergent vers un petit nombre de leviers vraiment transformateurs. La présente section traduit cette triple base en dispositif opératoire.

Le rapport propose pour cela **trois piliers** et quatre réformes systémiques. L'ordre n'est pas arbitraire. Il commence par la vérité des flux et la cohérence des politiques (P1), sans laquelle aucune crédibilité n'est restaurée. Il se poursuit par une enveloppe financière réservée aux pays les moins avancés (P2), sans laquelle l'architecture reste déclarative. Il se stabilise enfin par des contrats-pays co-gouvernés (P3) qui donnent une forme institutionnelle à la logique de partenariat. Les quatre réformes (R1-R4) ferment les angles morts de règles que les piliers, seuls, ne peuvent corriger.

Recommandations

Les recommandations opérationnelles se lisent en deux niveaux. Le premier niveau regroupe les trois piliers que la présidence française doit rendre visibles à Évian: **P1** vérité des flux, **P2** enveloppe réservée aux PMA, **P3** partenariat co-gouverné. Le second niveau regroupe les quatre réformes qui empêchent ces piliers de retomber dans le déclaratif: **R1** dette, **R2** flux illicites, **R3** transformation productive, **R4** développement-prévention. Les sections 4.1 à 4.4 détaillent ensuite l'instrument et le véhicule institutionnel de chacune.

- **P1** — France, ministères des finances du G7, OCDE DAC, IATI et Global Forum portent le bilan net corrigé, le standard de transparence et la vérification indépendante, avec décision française avant Évian puis extension G7 en 2027.
- **P2** — Les ministères des finances du G7, la Banque mondiale / IDA, la BAD / AfDF et Afreximbank portent le plancher PMA dans la capacité concessionnelle, avec engagement à Évian puis inscription dans les reconstitutions IDA-21 / AfDF-17.
- **P3** — La France / AFD, la BAD, Afreximbank et les gouvernements partenaires africains portent trois ou quatre contrats-pays pilotes, avec lancement 2026-2027 puis extension graduelle à partir de 2028.
- **R1** — Les ministères des finances du G7, le FMI, le Club de Paris, l'ICMA et une plateforme d'emprunteurs africains portent un calendrier technique de restructuration et des clauses standards sur 2026-2028.
- **R2** — Les administrations fiscales du G7, le Global Forum, l'ATAF et les registres nationaux portent les bénéficiaires effectifs, l'échange d'information et la coopération fiscale, avec revue annuelle après Évian.
- **R3** — La Banque mondiale, la BAD, Afreximbank et AFD / Proparco portent les guichets productifs, les chaînes de valeur régionales et le transfert technologique sur 2027-2028.
- **R4** — Le MEAE, l'AFD, la Banque mondiale FCV, les Nations unies et les gouvernements partenaires portent le volet prévention des contrats-pays, les budgets protégés et le fi-

nancement rapide en contexte fragile.

4.1. P1 — Transparency & Coherence Pact

Le premier pilier consiste à rétablir une vérité minimale sur ce que le G7 finance réellement et sur ce que ses autres politiques détruisent. Concrètement, cela suppose quatre engagements. Le premier est la publication, par chaque membre, d'une **APD nette corrigée** distinguant les flux qui quittent effectivement le territoire de ceux qui sont comptabilisés comme aide sans atteindre les pays bénéficiaires: coûts d'accueil des réfugiés, aide liée, frais de scolarité imputés, dépenses domestiques reclassées. La France peut ouvrir la voie en publiant son propre bilan avant Évian. Sans ce geste, la présidence française demandera au club ce qu'elle ne s'impose pas à elle-même.

Le deuxième engagement est l'ouverture des **registres de bénéficiaires effectifs** et l'extension des instruments de transparence fiscale dans les juridictions relevant directement ou indirectement de l'espace G7. L'objectif n'est pas symbolique. Il s'agit de traiter l'un des mécanismes les plus directement documentés en Section I: la coexistence d'un discours d'aide et d'une architecture financière qui continue d'abriter une partie des flux sortants. Le troisième engagement est un coherence assessment annuel qui ne s'arrête pas à l'aide, mais mesure l'effet combiné des politiques commerciales, migratoires, fiscales, technologiques et climatiques sur les pays pauvres, dans l'esprit des métriques de type *Commitment to Development Index*.⁴⁶ Le quatrième engagement est une vérification indépendante avant chaque sommet, afin que le cycle G7 commence par un bilan plutôt que par une nouvelle annonce.

L'intérêt de ce pilier est double. Il est peu coûteux budgétairement, donc politiquement activable à court terme, et il rend visibles des incohérences que le club ne peut plus se permettre de traiter comme des externalités. Son portage institutionnel est clair: chefs d'État et de gouvernement pour l'engagement politique, ministères des finances pour la désagrégation comptable, OCDE DAC et IATI pour l'infrastructure de publication, Global Forum et autorités nationales de registre pour le versant transparence. **P1** n'est pas un supplément moral au dispositif. C'en est le test d'entrée.

4.2. P2 — PMA First Facility

Le deuxième pilier constitue le coeur financier du rapport. Il repose sur une idée simple: tant que les pays les moins avancés restent en concurrence implicite avec les pays à revenu intermédiaire pour l'accès aux ressources concessionnelles, l'architecture du développement continuera de privilégier les contextes les plus solvables et les plus faciles à financer. **P2** propose donc un plancher de sanctuarisation: au moins 30 % de la nouvelle capacité concessionnelle des banques multilatérales de développement doit être réservée aux PMA et aux États fragiles. Le point décisif est qu'il s'agit d'un plancher, pas d'un plafond.

Cette facilité ne doit pas être un guichet unique indifférencié. Elle doit être structurée autour de quatre sous-guichets correspondant aux preuves les plus robustes établies en Section III. Le premier concerne la **protection sociale**, avec financement de registres sociaux, canaux de paiement et transferts monétaires de base. Le second concerne le genre, avec un plancher cible de 15 % des engagements du pilier vers les femmes productrices et entrepreneuses, là où les effets multiplicateurs sur les revenus et la résilience sont les plus élevés. Le troisième porte sur la destination productive, avec un objectif indicatif de 25 % vers le manufacturier, le transfert technologique et les fournisseurs locaux. Le quatrième est un mécanisme contracyclique automatique, conçu pour augmenter les décaissements lorsque les flux privés chutent de plus de 15 % ou qu'un choc extérieur ferme l'accès au financement.

Sur le plan opérationnel, la clef est l'**automaticité**. Si la sanctuarisation PMA dépend d'arbitrages discrétionnaires après chaque crise, elle reproduira les lenteurs et les biais que le rapport critique. Le plancher de 30 % doit donc être inscrit dans les cadres de reconstitution et de prêt concessionnel eux-mêmes, avec des déclencheurs simples: baisse des flux privés au-delà d'un seuil, choc de termes de l'échange, ou fermeture temporaire du marché obligataire pour un groupe de pays fragiles. Le rôle des ministères des finances du G7 n'est pas de microgérer chaque décaissement, mais de verrouiller ces règles en amont pour que les BMD puissent agir sans réouvrir à chaque fois la bataille politique de principe.

Le chiffrage du pilier est exigeant mais tenable. L'ordre de grandeur pertinent se situe entre **15 et 25 milliards de dollars par an**, dont la plus grande masse vient du guichet protection sociale. Ce coût n'est pas marginal, mais il demeure d'un ordre comparable aux pertes induites par le scénario d'inaction. Surtout, il n'implique pas que tout doive être financé en argent budgétaire frais. Le recyclage des DTS inutilisés, la séquence IDA-21 / AfDF-17, la mobilisation de la BAD et d'Afreximbank, ainsi que la réorientation d'une partie de l'APD bilatérale existante, permettent de réduire fortement la part d'effort budgétaire net pour les membres du G7.

Le portage est ici plus resserré: ministères des finances du G7 en tant qu'actionnaires des BMD, Banque mondiale et BAD pour l'architecture de guichets, Afreximbank et partenaires africains pour la mise en oeuvre régionale. Ce pilier est aussi celui où la discipline actor-named est la plus importante: sans porteurs institutionnels explicites, la sanctuarisation PMA retombe très vite dans la logique du communiqué sans suite.

4.3. P3 — New Partnership Framework

Le troisième pilier répond à la contradiction documentée en Section II entre le langage du partenariat et la persistance d'une architecture d'aide asymétrique. La proposition n'est pas de rebaptiser des instruments existants. Elle consiste à créer un **cadre de contrats-pays co-gouvernés**, limité d'abord à un petit nombre de cas pilotes, pour tester une grammaire différente de la relation. Trois à quatre pays volontaires suffisent pour ouvrir la séquence.

Chaque contrat-pays doit reposer sur quatre principes. D’abord, la **co-définition** des priorités entre gouvernement partenaire, BMD et bailleurs G7, au lieu d’une programmation unilatérale. Ensuite, des conditionnalités inversées: les donateurs se lient eux aussi sur des calendriers, des volumes, des coûts de transaction et des règles de décaissement. Troisièmement, une redevabilité descendante: les résultats sont mesurés du point de vue des capacités construites et des couvertures atteintes, non du seul point de vue du décaissement. Enfin, le cadre doit rester suffisamment modeste pour être crédible: quelques pilotes bien suivis valent mieux qu’une généralisation immédiate sans architecture de vérification.

Le choix des pilotes doit lui aussi être discipliné. Il ne s’agit pas de sélectionner les pays les plus faciles pour maximiser une probabilité de succès cosmétique, ni les cas les plus difficiles pour afficher une ambition abstraite. Le bon portefeuille combine au moins trois profils: un PMA réformateur à capacité administrative intermédiaire, un État fragile où la logique prévention-développement peut être testée, et un pays ouest- ou est-africain susceptible de jouer un rôle d’entraînement régional. Chaque contrat doit comprendre un nombre limité de modules communs — registre social, trajectoire de mobilisation des recettes, volet productif ou technologique, mécanisme de revue conjointe — afin que les pilotes soient comparables entre eux et puissent produire de l’apprentissage collectif au lieu de dériver vers des objets entièrement idiosyncratiques.

Le rôle de **P3** n’est pas de remplacer tout le reste. Il sert d’interface entre les piliers financiers et la réalité des coalitions nationales. C’est là que les enseignements de la Section III sur les institutions locales, les systèmes publics, la protection sociale ou la prévention des conflits peuvent être traduits en arrangements exécutables. Son portage revient naturellement aux ministères de coopération et aux BMD, avec une co-gouvernance explicite des partenaires africains. C’est aussi le pilier le plus apte à avancer en format plurilatéral si l’unanimité G7 n’est pas atteignable.

4.4. Quatre réformes de règles pour rendre les piliers tenables

Les piliers ne suffisent pas si les règles du jeu continuent de fabriquer les mêmes vulnérabilités. Les quatre réformes systémiques proposées ici répondent à cette exigence.

R1 — dette et créanciers privés. Le premier chantier consiste à intégrer plus fermement les créanciers privés dans les restructurations et à réduire la procyclicité des instruments. Cela implique le renforcement des clauses d’action collective, l’usage plus systématique de clauses de suspension liées aux chocs climatiques ou externes, et une clarification du principe de *comparability of treatment* dans le Cadre commun. Mais la crédibilité de la réforme dépend aussi d’un second versant, souvent absent des propositions G7: la coordination des emprunteurs. Les travaux récents sur les restructurations souveraines, notamment autour de Guzman et al., montrent qu’un débiteur isolé négocie presque toujours en position de faiblesse, alors qu’une capacité minimale de coordination technique et juridique change la qualité de la négociation. Le précédent du Groupe de Carthagène rappelle ce qui échoue quand la coordination n’est ni institutionnalisée ni outillée; les propositions plus récentes de type CLUB ou *Borrowers’ Club* indiquent la direction inverse: un secrétariat, des standards

communs, et une doctrine partagée sur les clauses, les collatéraux et la comparabilité de traitement. L'objectif n'est pas de substituer un cartel des débiteurs à la négociation internationale, mais de faire en sorte que les PMA ne négocient plus chacun seuls face à des créanciers mieux coordonnés qu'eux.⁴⁷

R2 – flux financiers illicites. Le deuxième chantier vise les canaux par lesquels une partie du développement est neutralisée à la sortie. Les leviers sont connus: registres publics de bénéficiaires effectifs, extension de l'échange automatique d'informations fiscales, reporting pays-par-pays public pour les multinationales, et engagement constructif avec la future convention-cadre onusienne sur la coopération fiscale. La réforme est partiellement auto-financée: le coût administratif de mise en conformité demeure modeste au regard des montants en jeu, et les premières expériences de recouvrement montrent que les effets peuvent être rapidement supérieurs au coût d'entrée.⁴⁸

R3 – transformation productive et transfert technologique. Le troisième chantier consiste à lier explicitement les financements climat et développement à des objectifs de transformation structurelle. Cela suppose des exigences de contenu local, de développement de fournisseurs, de montée en gamme et de transfert technologique dans les opérations soutenues par les BMD. L'élément décisif n'est pas seulement l'équipement. C'est le financement de la capacité absorptive: universités technologiques, centres de recherche appliquée, formation d'ingénieurs, infrastructures numériques et milieux d'apprentissage productif.

R4 – nexus développement-prévention. Le quatrième chantier ferme enfin le silo entre développement et sécurité. Chaque contrat-pays du Partnership Framework devrait inclure un diagnostic conflit minimal lorsqu'il concerne un contexte fragile. Les zones de risque aigu doivent disposer d'un mécanisme de financement rapide développement-prévention, adossé à des budgets communs ou coordonnés entre diplomatie, sécurité et développement. Le raisonnement n'est pas normatif; il est budgétaire et institutionnel: un dollar de prévention protège des investissements passés et réduit le coût des réponses tardives.

Ces quatre réformes n'avancent pas au même rythme, et c'est précisément pour cela qu'elles doivent être distinguées. **R1** et R2 relèvent de règles dont l'ouverture peut être décidée rapidement, même si leur standardisation prendra plusieurs années. R3 et R4 sont plus lents parce qu'ils déplacent des logiques d'allocation, d'évaluation et de coordination interinstitutionnelle. Cette hétérogénéité n'est pas un défaut du dispositif. Elle en est la condition de crédibilité: à Évian, tout ne peut pas être livré, mais tout peut être engagé à la bonne vitesse et avec le bon véhicule.

Encadré 4 – Ce que le rapport ne traite pas encore

Deux chantiers restent volontairement en dehors du coeur du dispositif. Le premier est l'architecture complète de la **finance climatique** multilatérale, qui relève d'une négociation parallèle sous CCNUCC et ne peut être absorbée sans brouiller le mandat d'Évian. Le second est la réforme détaillée des **institutions bilatérales de financement du développement** — IFC, DEG, Proparco, BII, DFC et équivalents — pourtant décisives pour la mise en oeuvre de nombreux volets productifs. Leur omission ne retire rien au diagnostic; elle borne simplement le périmètre de ce rapport.

4.5. Cohérence du dispositif

La force du paquet proposé tient à sa traçabilité. Chaque angle mort identifié dans le diagnostic est couvert par au moins une proposition, et chaque proposition renvoie à une convergence empirique explicitée en Section III.

Légende des angles morts : AM1 gouvernance des BMD ; AM2 financement mixte biaisé vers les MIC ; AM3 inflation statistique de l'APD ; AM4 dette sans cadre contraignant ; AM5 pouvoir de négociation des PMA ; AM6 angle mort genre ; AM7 flux financiers illicites ; AM8 absence de transformation productive ; AM9 silo développement-sécurité.

| PRO- POSI- TION | AM1 | AM2 | AM3 | AM4 | AM5 | AM6 | AM7 | AM8 | AM9 | PS ¹ |
|--|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----------------|
| P1 – Trans- paren- cy Pact | | | X | | o | | X | | | |
| P2 – PMA First Facili- ty | X | X | | | | X | o | X | | X |
| P3 – Part- ner- ship Fra- me- work | o | | | | X | X | o | o | o | X |
| R1 – Créan- ciers privés | | | | X | | | o | | | |
| R2 – Flux illicites | | | o | | o | | X | | | |
| R3 – Trans- forma- tion pro- duc- tive | | | | | | | o | X | | o |
| R4 – Déve- loppe- ment- pré- ven- tion | | | | | | | | | X | X |

X = réponse centrale ; o = réponse secondaire ; PS¹ = convergence empirique structurante explicitée en Section III.

4.6. Financement du dispositif

La bonne lecture du chiffrage consiste à distinguer **coût fiscal additionnel**, réallocation et réforme de règles. La plupart des propositions ne sont pas des programmes budgétaires massifs. Elles déplacent des critères, réorientent des flux ou réduisent des coûts de transaction.

| PROPOSITION | COÛT ANNUEL | TYPE | SOURCE PRINCIPALE |
|---------------------------------------|------------------------|-----------------------|-------------------------------------|
| P1 – Transparency Pact | 160-215 M USD | Administratif | Budgets G7 + redevances de registre |
| P2 – PMA First Facility | 15-25 Md USD | Mixte | IDA-21 + DTS recyclés + bilatéral |
| P3 – Partnership Framework | 22-45 M USD | Gouvernance | APD bilatérale existante |
| R1 – Créanciers privés | 3-8 M USD | Réforme réglementaire | Secrétariat G7 + FMI/ICMA |
| R2 – Flux illicites | 80-170 M USD | Auto-financé | Assistance technique G7 + ATAF |
| R3 – Transformation productive | 2-5 Md USD | Additionnel | BMD + APD bilatérale |
| R4 – Développement-prévention | 0,5-1 Md USD | Mixte | IDA FCV + fonds de consolidation |
| Total additionnel G7 | 18-31 Md USD/an | | |

Sources principales: voir note.⁴⁹

Quatre conclusions s'en dégagent. Premièrement, les réformes de gouvernance et de transparence coûtent peu au regard de l'effet de crédibilité qu'elles produisent. Deuxièmement, **R2** est structurellement l'une des rares réformes dont le coût d'entrée reste faible face aux montants potentiellement récupérables. Troisièmement, la seule vraie masse budgétaire du dispositif est P2, ce qui confirme que la question centrale n'est pas la dispersion de dizaines de petits engagements, mais l'existence ou non d'une enveloppe réservée aux PMA assumée. Enfin, le coût de l'action reste du même ordre que celui des pertes induites par l'inaction. La différence est qu'un investissement produit des capacités et de la stabilité, quand la passivité ne produit que des coûts accumulatifs.⁵⁰

La section suivante déplacera donc la focale une dernière fois: non plus de l'évidence vers l'architecture, mais de l'architecture vers les **scénarios**, le séquençage diplomatique et les batailles que la France peut effectivement porter à Évian.

V — Scénarios, feuille de route et batailles françaises

La section précédente a montré que le rapport dispose désormais d'une architecture opératoire. Il reste à répondre à trois questions qu'un décideur posera immédiatement. À quels chocs précis les PMA sont-ils exposés dans les dix-huit prochains mois ? Que change réellement l'adoption ou non du paquet proposé à horizon 2030 ? Et quelles propositions la France peut-elle porter, seule ou à plusieurs, si l'unanimité G7 échoue ? La présente section répond à ces trois questions sans rouvrir le diagnostic ni répéter l'architecture. Le lecteur

doit pouvoir y trouver non seulement une hiérarchie des risques, mais aussi un ordre de décision entre ce qui doit être tenu à Évian, ce qui peut avancer en coalition restreinte, et ce qui devra être institutionnalisé plus tard.

5.1. Quatre canaux de transmission

L'exposition des PMA aux chocs géopolitiques de 2026 passe par **quatre canaux cumulatifs**.⁵¹ Le premier est le retrait américain: même en cas de restauration partielle par le Congrès, la perte nette reste de l'ordre de 5 à 7 milliards de dollars par an, avec un impact de 1 à 2 points de PIB pour les pays les plus dépendants. Le deuxième est le choc pétrolier: sous un scénario d'escalade régionale portant le Brent autour de 120 dollars pendant trois mois, le surcoût pour les PMA importateurs nets atteint 8 à 10 milliards et se transmet immédiatement à l'inflation. Le troisième est la compression européenne de l'aide: l'élasticité défense-APD documentée ces dernières années suggère qu'un euro supplémentaire en défense retranche 10 à 20 centimes à l'APD, soit 4 à 10 milliards de perte potentielle supplémentaire pour les PMA avec *ReArm Europe*. Le quatrième est l'amplificateur monétaire: une appréciation de 10 % du dollar alourdit le service de la dette des PMA de 3 à 5 milliards par an sans nouveau décaissement.

Le point central est leur **interaction**. Le choc pétrolier et l'appréciation du dollar frappent simultanément les balances externes. Le retrait américain réduit les marges de compensation humanitaire. La compression européenne touche précisément les canaux concessionnels qui pourraient amortir le reste. Les PMA n'encaissent donc pas quatre chocs séparés, mais un système de transmission où chaque canal renforce les autres.

5.2. Trois scénarios à 2030

Ces quatre canaux produisent trois trajectoires distinctes selon les décisions prises à Évian.

| SCÉNARIO | PROBABILITÉ INDICATIVE | PERTE ANNUELLE PMA | APD PMA 2030 | LECTURE |
|-------------------------------------|------------------------|--------------------|--------------|--|
| A – Le communiqué sans suite | 45-50 % | 12-16 Md USD | 45-50 Md USD | Le G7 promet, les PMA perdent un quart de leur aide |
| B – Le pacte crédible | 25-30 % | 5-7 Md USD | 65-70 Md USD | Les gains rapides sont tenus, la crédibilité est partiellement restaurée |
| C – La fracture | 20-25 % | 30-38 Md USD | 25-30 Md USD | Le G7 ne délivre rien, la bascule vers l'architecture parallèle s'accélère |

Trois scénarios à 2030 : ce que les PMA perdent selon l'issue d'Évian

Perte annuelle estimée pour les pays les moins avancés, par scénario, avec la probabilité associée.

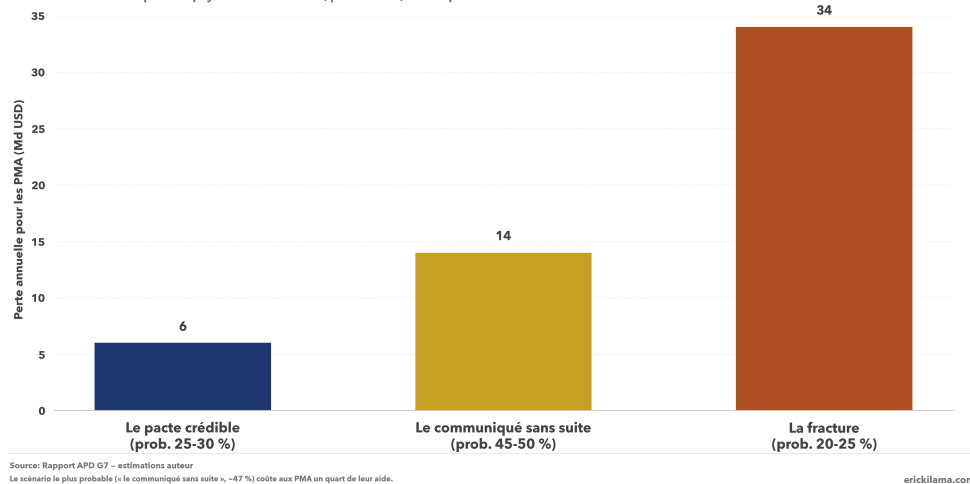


Figure 3 — Trois scénarios à 2030 : perte annuelle pour les PMA et probabilité associée. Le scénario le plus probable (« le communiqué sans suite ») coûte aux PMA un quart de leur aide. Source : estimations auteur.

Dans le **scénario A**, le G7 adopte un langage ambitieux mais renvoie les vrais arbitrages à plus tard. Le **Transparency Pact** reste déclaratif, la **PMA First Facility** est repoussée aux négociations multilatérales, et les créanciers privés ne sont pas réellement intégrés à la réforme de dette. L'effet n'est pas l'inaction pure, mais une dégradation graduelle de la crédibilité. Trajectoire APD PMA: 60 Md USD (2024) → 48–52 Md USD (2027) → 45–50 Md USD (2030). Indicateur de bascule: absence de langage contraignant sur les créanciers privés et la vérification indépendante dans le communiqué d'Évian.

Dans le **scénario B**, le G7 tient à la fois les gains rapides et une partie des réformes de structure. Le **Transparency Pact** devient vérifiable, trois ou quatre pilotes **Partnership Framework** sont lancés, les DTS sont recyclés et la sanctuarisation PMA commence à être traduite dans **IDA-21** et **AfDF-17**. Les pertes ne disparaissent pas immédiatement, mais la trajectoire redevient réversible. Trajectoire APD PMA: 60 Md USD → 55–58 Md USD (2027) → 65–70 Md USD (2030). Indicateur de bascule: adoption d'un **Transparency Pact** contraignant, lancement de 3–4 pilotes **P3**, mécanisme DTS et standardisation CAC enclenches.

Dans le **scénario C**, les chocs se cumulent: retrait américain étendu, crise Hormuz longue, défauts souverains en chaîne, et aucune décision substantielle à Évian. La fragmentation devient endogène. Chaque restructuration ratée pousse un PMA vers des financeurs alternatifs, et chaque départ de donneur accélère la consolidation d'une architecture Chine-Golfe que le G7 n'aura pas construite mais rendue rationnelle par son inertie. Trajectoire APD PMA: 60 Md USD → 35–40 Md USD (2027) → 25–30 Md USD (2030). Indicateur de bascule: crise Hormuz prolongée, retrait américain étendu aux institutions multilatérales, et absence totale d'enveloppe réservée aux PMA dans le paquet d'Évian.

5.3. L'option G6+1

Le retrait américain ne change pas seulement la gravité des scénarios; il change aussi la **faisabilité** des propositions. Certaines mesures peuvent avancer à six. **P1** le peut, car les six autres membres peuvent publier un reporting net corrigé sans Washington. Une partie de **R1** le peut aussi, car la standardisation des clauses peut être portée par les marchés européens et l'ICMA. **P3** est, par construction, compatible avec une logique plurilatérale. Une partie de **R4** peut également progresser sans participation américaine.

D'autres mesures restent incomplètes sans les États-Unis. La lutte contre les flux illicites demeure partielle tant que certaines juridictions américaines restent hors du périmètre. Les réformes profondes de gouvernance à la Banque mondiale resteront difficiles sans acquiescement américain. Mais cette limite n'invalide pas l'approche **G6+1**; elle impose de distinguer ce qui doit avancer **à sept**, à six, ou en coalition plus large avec des partenaires non-G7.

Le précédent historique existe. Des coalitions plurilatérales ont déjà produit des résultats plus robustes que des engagements vagues et unanimes: **IFFIm** a mobilisé environ 7,7 milliards de dollars, la Leading Group on Innovative Financing a permis d'installer un mécanisme automatique autour d'Unitaid, et le Climate Club a montré que le G7 accepte déjà des sous-ensembles d'action. La littérature sur la compliance G7 converge avec cette intuition: les engagements contraignants et spécifiques atteignent environ 94 % de compliance, contre 56 % pour les déclarations vagues.⁵² La règle d'action qui s'en déduit est simple: ce qui peut avancer à six doit avancer à six, sans attendre le septième.

Il faut toutefois aller un cran plus loin que le seul pragmatisme défensif. Les grandes refondations institutionnelles naissent souvent d'une rupture plus que d'une continuité: Bretton Woods a été conçu dans les ruines de l'étalon-or, et l'IDA est née quand la BIRD s'est révélée inadéquate pour les pays les plus pauvres. Si le retrait américain devient structurel, le **G6+1** peut donc être lu non seulement comme un plan B, mais comme une fenêtre de refondation partielle de l'architecture du développement.

5.4. Ce que la France peut porter

La présidence française de 2026 ne peut pas tout faire. Elle peut en revanche porter **trois batailles** distinctes.

La première est la plus simple et la plus différenciante: **publier un bilan français d'APD nette corrigée** avant d'exiger la transparence du reste du club. Son coût budgétaire est faible, son signal politique est fort, et il crédibilise immédiatement **P1**.

La deuxième est la plus structurante: **sanctuariser une enveloppe réservée aux PMA** dans la séquence **IDA-21 / AfDF-17**, avec recyclage de DTS et guichet protection sociale. La France ne peut pas livrer seule **P2**, mais elle peut transformer une préférence diplomatique en proposition dotée de règles, de seuils et de porteurs.

La troisième est la plus ambitieuse: **lancer deux ou trois pilotes Partnership Framework** avec des partenaires africains volontaires, co-conçus avec la BAD et Afreximbank. C'est la seule manière de tester sans attendre si la logique de co-gouvernance et de conditionnalités inversées est praticable politiquement.

Ces trois batailles n'ont pas le même véhicule. La première relève d'une décision nationale et peut être annoncée unilatéralement. La deuxième exige une coalition d'actionnaires et un travail technique préparatoire avec les BMD. La troisième demande un investissement diplomatique plus fin, parce qu'elle repose sur des partenaires africains volontaires et sur une articulation crédible entre AFD, BAD, Afreximbank et ministères des finances. Cette différenciation est utile: elle permet à la présidence française de montrer, dès Évian, qu'elle distingue ce qu'elle peut **livrer elle-même**, ce qu'elle peut agréger, et ce qu'elle peut seulement ouvrir.

Feuille de route

La bonne séquence distingue trois horizons.

| PROPOSITION | ÉVIAN 2026 | SUIVI 2027 | INSTITUTIONNALISATION 2028+ |
|-----------------------------------|--|---|--|
| P1 – Transparency Pact | Adoption contraignante + premier bilan net corrigé | Tableau de bord + vérification indépendante | Mécanisme permanent |
| P2 – PMA First Facility | Engagement sur le plancher PMA + DTS | Opérationnalisation IDA-21 / AfDF-17 | Sanctuarisation + contracyclicité |
| P3 – Partnership Framework | Annonce de 3-4 pilotes | Premiers contrats-pays signés | Extension graduelle |
| R1-R2 | Calendrier dette + registres/FFI | Standardisation technique | Intégration dans les cadres permanents |
| R3-R4 | Objectifs productifs + volet prévention dans les pilotes | Mécanismes dédiés | Budgets et règles stabilisés |

Cette feuille de route n'est crédible que si elle reconnaît aussi une **agence côté PMA**. Les partenaires africains ne demandent plus seulement des transferts; ils demandent des instruments permettant de mobiliser leurs propres ressources, de coordonner leurs positions de dette, de co-définir les priorités et de traiter la protection sociale comme infrastructure productive. La Position commune africaine sur FfD4, la doctrine DTS de la BAD et les discussions autour d'un Borrowers' Club / Accra Club ne sont pas des annexes diplomatiques: ce sont déjà des briques d'architecture.⁵³ La BAD a d'ailleurs montré, avec ses instruments hybrides adossés aux DTS, qu'un dollar de DTS peut servir de base à plusieurs dollars de prêts concessionnels, ce qui transforme une demande politique en mécanisme financier propositionnel.

Cette symétrie doit aussi prendre une forme plus concrète. Un Partnership Framework crédible suppose des engagements visibles côté PMA: trajectoire de mobilisation des ressources domestiques, avec un objectif indicatif de **15 % du PIB** de ratio fiscal à moyen terme, publi-

cation de budgets et de contrats extractifs, montée en puissance des registres sociaux, et protection des dépenses de santé et d'éducation dans les phases d'ajustement. Le rapport n'en fait pas des conditionnalités punitives. Il les traite comme la contrepartie normale d'une relation adulte, où les bailleurs rendent compte de leurs décaissements et de leurs règles, pendant que les partenaires rendent compte de la manière dont les nouvelles marges sont converties en capacité publique et en transformation productive. En pratique, la proposition actionnable pour Évian est double: reconnaître explicitement la plateforme africaine de coordination de dette comme interlocuteur technique légitime, et arrimer l'enveloppe réservée aux PMA du paquet français à la séquence UA / BAD / CEA, plutôt qu'à une logique de simple consultation.

La conclusion opératoire est donc nette. Si Évian veut compter, il doit produire à la fois un **signal immédiat de crédibilité**, une enveloppe réservée aux PMA visible, et une logique plurilatérale capable de survivre à l'hétérogénéité croissante du club. La conclusion du rapport revient une dernière fois sur ce point: ce qui est en jeu n'est plus la générosité du G7, mais sa capacité résiduelle à être un partenaire crédible.

VI — Conclusion

Le G7 a déjà produit des communiqués ambitieux sur le développement. Gleneagles promettait de doubler l'aide à l'Afrique; l'Aquila annonçait une rupture sur la sécurité alimentaire; Elmau et le PGII affichaient des montants massifs pour l'infrastructure. Le problème n'est plus de savoir si le club sait promettre. Il est de savoir s'il sait encore **délivrer**. Évian sera jugé sur ce point précis: non sur la générosité de son langage, mais sur sa capacité à transformer des préférences diffuses en engagements vérifiables.

Le diagnostic de ce rapport est désormais clair. Le système actuel draine plus qu'il n'apporte. Le G7 lit imparfaitement sa propre situation politique. Et l'évidence accumulée sur vingt ans identifie un petit nombre de leviers vraiment transformateurs: capacités publiques, protection sociale, transformation productive, transfert technologique, prévention des conflits, et partenariats fondés sur l'agence des pays bénéficiaires. La question n'était donc pas d'inventer un nouveau récit du développement. Elle était de reconstruire une **architecture de crédibilité** compatible avec ce que l'on sait, avec ce que les partenaires demandent, et avec ce que le club peut encore porter.

Le dispositif proposé répond à cette exigence en corrigeant trois défauts historiques des sommets G7. **P1** réduit l'ambiguïté comptable en imposant une vérité des flux. **P2** réduit la fragilité politique des promesses en inscrivant une enveloppe réservée aux PMA dans des règles et des guichets, plutôt que dans des annonces discrétionnaires. **P3**, enfin, traite la relation d'aide non comme une charité mieux administrée, mais comme une relation de co-gouvernance testable. Les réformes **R1-R4** ferment les angles morts sans lesquels ces piliers retomberaient dans le déclaratif. Ce paquet n'offre pas une garantie de succès. Il offre quelque chose de plus rare dans l'histoire du G7: un design qui intègre explicitement les leçons des échecs passés.

Le contexte rend cette clarification plus urgente qu'en 2005 ou 2022. Le G7 a perdu le monopole du financement. La Chine, le Golfe et d'autres canaux offrent désormais des alternatives imparfaites mais réelles. Ce qui reste au club n'est pas la centralité automatique; c'est la possibilité d'être encore un partenaire crédible parce qu'il combine transparence, évidence et obligations réciproques. Évian doit donc être traité comme un test d'architecture d'exécution et de crédibilité: si cet actif n'est pas exercé maintenant, il se dissipera lui aussi.

Évian n'est pas la dernière chance. Mais la fenêtre politique se referme. Le coût du communiqué sans suite est déjà visible — l'effondrement de l'aide en 2025 (-23,1 %, plus forte baisse jamais enregistrée) en donne la mesure ; le coût des réformes, lui, reste soutenable et pour partie finançable. La contrainte n'est pas budgétaire. Elle est politique: aligner des stratégies nationales divergentes sur un agenda commun avant que la fragmentation ne devienne la nouvelle normalité. La vraie question n'est donc plus: *le G7 veut-il encore aider ?* La question est: *veut-il encore être pris au sérieux ?*

Notes et références

1. Panel Mbeki / UNECA (2015), *Illicit Financial Flows from Africa* ; CNUCED (2020), *Economic Development in Africa Report* ; OECD DAC (2025), données préliminaires APD .↩
2. OCDE-CAD, données préliminaires sur l'APD 2025 (avril 2026) ; Focus2030 ; IISD/SDG Knowledge Hub ; CSIS. APD mondiale 2025 : -23,1 % en termes réels, à 174,3 Md USD — la plus forte baisse annuelle jamais enregistrée. États-Unis : -56,9 %, 29,0 Md USD (contre 63,3 Md USD en 2024), soit environ les trois quarts du déclin (démantèlement de l'USAID). Allemagne : premier donateur du CAD en 2025 (29,1 Md USD). France : 0,43 % du RNB (~13 Md EUR d'APD totale), à distinguer des crédits de la mission « Aide publique au développement » (-704 M EUR en 2026), Sénat, PLF 2026. Projection OCDE pour 2026 : -5,8 % supplémentaires (estimation plancher).↩
3. Banque mondiale (2024), *International Debt Statistics* ; CNUCED (2025), *World of Debt 2025* .↩
4. CGDev (2024) sur IDA-21 ; FMI, *SDR Tracker* ; OIT (2024), *World Social Protection Report 2024-26* ; BAD (2023) .↩
5. Évian (15-17 juin 2026) rompt avec la tradition du communiqué unique au profit de déclarations thématiques ciblées — deuxième sommet consécutif sans communiqué commun. Le « communiqué sans suite » désigne ici le risque d'annonces sans exécution, indépendamment du format retenu. Sources : Conseil de l'Union européenne (12 juin 2026) ; elysee.fr/G7evian.↩
6. Panel Mbeki / UNECA (2015), *Illicit Financial Flows from Africa*. CNUCED (2020), *Economic Development in Africa Report*, estimation actualisée 88,6 Md USD/an. Le calcul agrège des estimations de sources différentes avec des méthodologies distinctes ; l'ordre de grandeur est indicatif.↩
7. CNUCED (2025), *World of Debt 2025*. Banque mondiale (2024), *International Debt Statistics*.↩
8. Ndikumana, L. & Boyce, J. (2022), *On the Trail of Capital Flight from Africa*. La richesse offshore des résidents africains est estimée à 500 Md USD par le rapport Zucman/PNUD.↩
9. Les chiffres spécifiques aux PMA ne sont pas disponibles séparément ; les estimations du Panel Mbeki et de la CNUCED couvrent l'ensemble de l'Afrique. L'extrapolation aux PMA seuls donnerait un montant inférieur, mais l'asymétrie entre flux entrants (APD ~60 Md USD) et flux sortants (FFI + dette + termes de l'échange) resterait défavorable.↩
10. Tregenna, F. (2016), « Deindustrialization and Premature Deindustrialization », in *Handbook of Alternative Theories of Economic Development*. Données CRS : allocation sectorielle de l'APD bilatérale, OECD DAC.↩
11. Wantchekon, L. (2003), « Clientelism and Voting Behavior: Evidence from a Field Experiment in Benin », *World Politics*, 55(3). Nunn, N. (2008), « The Long-Term Effects of Africa's Slave Trades », *Quarterly Journal of Economics*.↩
12. Moscona, J., Nunn, N. & Robinson, J.A. (2026), « Searching for Fish in Trees: Institutions and Economic Development », in Dupas, Goldberg & Pande (eds.), *Handbook of Economic Development*, forthcoming. Casey (2026), chapitre « Weak States », *ibid.*↩
13. Alonso, J.A. (2014), « Beyond Aid: A New Metric of Development Cooperation », *Journal of International Development*. CGD Commitment to Development Index.↩
14. Kokotsis, E. & Daniels, J. (2006), « Explaining Compliance with G8 Finance Commitments », *Open Economies Review*, 17(4-5). ONE Campaign, *Data Report* (annuel). CGDev (2023), « G7 Development Finance: Promises vs. Delivery ».↩
15. Wantchekon, L. & Canen, N. (2022), « Political Distortions, State Capture and Economic Development », *Review of Economic Studies*, 89(5), 2561-2603.↩
16. Tregenna, F. (2016), « Deindustrialization and Premature Deindustrialization », in *Handbook of Alternative Theories of Economic Development*, Edward Elgar.↩
17. Alonso, J.A. (2014), « Beyond Aid: A New Metric of Development Cooperation », *Journal of International Development*, 26(8), 1128-1144.↩

18. UCLA Fielding School of Public Health (2025), *The Lancet*. KFF (2026), *Timeline of Events*. ↩
19. Eichengreen, B. & Hausmann, R. (1999), « Exchange Rates and Financial Fragility », *NBER*. EIA, CNBC, Kpler, données Hormuz mars 2026. ↩
20. OCDE-CAD, données préliminaires sur l'APD 2025 (avril 2026) ; Focus2030 ; IISD/SDG Knowledge Hub ; CSIS. APD mondiale 2025 : -23,1 % en termes réels, à 174,3 Md USD — la plus forte baisse annuelle jamais enregistrée. États-Unis : -56,9 %, 29,0 Md USD (contre 63,3 Md USD en 2024), soit environ les trois quarts du déclin (démantèlement de l'USAID). Allemagne : premier donateur du CAD en 2025 (29,1 Md USD). France : 0,43 % du RNB (~13 Md EUR d'APD totale), à distinguer des crédits de la mission « Aide publique au développement » (-704 M EUR en 2026), Sénat, PLF 2026. Projection OCDE pour 2026 : -5,8 % supplémentaires (estimation plancher). ↩
21. OECD DAC (2025), *Preliminary ODA data 2024*. EU Council (2025), SAFE. ODI (2024), « Defence spending and ODA ». SIPRI (2025). ↩
22. OCDE-CAD, données préliminaires sur l'APD 2025 (avril 2026) ; Focus2030 ; IISD/SDG Knowledge Hub ; CSIS. APD mondiale 2025 : -23,1 % en termes réels, à 174,3 Md USD — la plus forte baisse annuelle jamais enregistrée. États-Unis : -56,9 %, 29,0 Md USD (contre 63,3 Md USD en 2024), soit environ les trois quarts du déclin (démantèlement de l'USAID). Allemagne : premier donateur du CAD en 2025 (29,1 Md USD). France : 0,43 % du RNB (~13 Md EUR d'APD totale), à distinguer des crédits de la mission « Aide publique au développement » (-704 M EUR en 2026), Sénat, PLF 2026. Projection OCDE pour 2026 : -5,8 % supplémentaires (estimation plancher). ↩
23. OCDE DAC, données préliminaires 2024 ; budgets nationaux et annonces 2025-2026. ↩
24. OCDE-CAD, données préliminaires sur l'APD 2025 (avril 2026) ; Focus2030 ; IISD/SDG Knowledge Hub ; CSIS. APD mondiale 2025 : -23,1 % en termes réels, à 174,3 Md USD — la plus forte baisse annuelle jamais enregistrée. États-Unis : -56,9 %, 29,0 Md USD (contre 63,3 Md USD en 2024), soit environ les trois quarts du déclin (démantèlement de l'USAID). Allemagne : premier donateur du CAD en 2025 (29,1 Md USD). France : 0,43 % du RNB (~13 Md EUR d'APD totale), à distinguer des crédits de la mission « Aide publique au développement » (-704 M EUR en 2026), Sénat, PLF 2026. Projection OCDE pour 2026 : -5,8 % supplémentaires (estimation plancher). ↩
25. OCDE-CAD, données préliminaires sur l'APD 2025 (avril 2026) ; Focus2030 ; IISD/SDG Knowledge Hub ; CSIS. APD mondiale 2025 : -23,1 % en termes réels, à 174,3 Md USD — la plus forte baisse annuelle jamais enregistrée. États-Unis : -56,9 %, 29,0 Md USD (contre 63,3 Md USD en 2024), soit environ les trois quarts du déclin (démantèlement de l'USAID). Allemagne : premier donateur du CAD en 2025 (29,1 Md USD). France : 0,43 % du RNB (~13 Md EUR d'APD totale), à distinguer des crédits de la mission « Aide publique au développement » (-704 M EUR en 2026), Sénat, PLF 2026. Projection OCDE pour 2026 : -5,8 % supplémentaires (estimation plancher). ↩
26. OCDE DAC, données préliminaires 2024 ; budgets nationaux et annonces 2025-2026. ↩
27. AidData (2024), *Banking on the Belt and Road*, William & Mary. Horn, S., Reinhart, C. & Trebesch, C. (2021), « China's Overseas Lending », *Journal of International Economics*, 133. UN Comtrade. European Commission (2024), *Report on the Generalised Scheme of Preferences 2022-2023*. ↩
28. AidData (2024), *Banking on the Belt and Road*, William & Mary. Horn, S., Reinhart, C. & Trebesch, C. (2021), « China's Overseas Lending », *Journal of International Economics*, 133. UN Comtrade. European Commission (2024), *Report on the Generalised Scheme of Preferences 2022-2023*. ↩
29. ILO & World Bank (2015), *A Shared Mission for Universal Social Protection: Concept Note*. Gentilini, U. et al. (2020), *Social Protection and Jobs Responses to COVID-19: A Real-Time Review*, World Bank Living Paper. ↩
30. Gentilini, U. (2022), *Cash Transfers in Times of Crisis*, Banque Mondiale. ILO (2021), *World Social Protection Report*. ↩
31. Olken, B., Hanna, R. & Weiss, C. (2025), « Social Protection Programs », in Dupas, Goldberg & Pande (eds.), *Handbook of Economic Development*, forthcoming. Bandiera, O. et al. (2017), « Labor Markets and Poverty in Village Economies », *Quarterly Journal of Economics*. Banerjee, A. et al. (2015), « A multifaceted program causes lasting progress for the very poor: Evidence from six countries », *Science*. ↩
32. Bandiera, O., Burgess, R. et al. (2026), « Poverty Traps », in Dupas, Goldberg & Pande (eds.), *Handbook of Economic Development*, forthcoming. Bastagli, F. et al. (2019), « The Impact of Cash Transfers: A Review of the Evidence from Low- and Middle-Income Countries », *Journal of Social Policy*. ↩
33. Dupas, P., Goldberg, P. & Pande, R. (eds.), *Handbook of Economic Development*, forthcoming (2026). Ce volume constitue la synthèse la plus complète depuis le *Handbook of Development Economics* de 2010. ↩
34. Moscona, J., Nunn, N. & Robinson, J.A. (2026), « Searching for Fish in Trees: Institutions and Economic Development », in Dupas, Goldberg & Pande (eds.), *Handbook of Economic Development*, forthcoming. ↩
35. Wantchekon, L. & Canen, N. (2022), « Political Distortions, State Capture and Economic Development ». Wantchekon, L. (2003), « Clientelism and Voting Behavior: Evidence from Benin ». ↩
36. Page, L. & Pande, R. (2018), « Ending Global Poverty: Why Money Isn't Enough », *Journal of Economic Perspectives*, 32(4). ↩
37. Casey, K. (2026), « Weak States », in Dupas, Goldberg & Pande (eds.), *Handbook of Economic Development*, forthcoming. ↩
38. Olken, B., Hanna, R. & Weiss, C. (2025), « Social Protection Programs », in Dupas, Goldberg & Pande (eds.), *Handbook of Economic Development*, forthcoming. Bandiera, O. et al. (2017), « Labor Markets and Poverty in Village Economies », *Quarterly Journal of Economics*. Banerjee, A. et al. (2015), « A multifaceted program causes lasting progress for the very poor: Evidence from six countries », *Science*. ↩
39. Bandiera, O., Burgess, R. et al. (2026), « Poverty Traps », in Dupas, Goldberg & Pande (eds.), *Handbook of Economic Development*, forthcoming. Bastagli, F. et al. (2019), « The Impact of Cash Transfers: A Review of the Evidence from Low- and Middle-Income Countries », *Journal of Social Policy*. ↩
40. Goldberg, P. & Ruta, M. (2025), « Trade and Development in an Era of Fragmentation », in *Handbook of Economic Development*, forthcoming. Bergquist, L., Lashkari, D. & Verhoogen, E. (2026), « Wedges and Misallocation », *ibid.* ↩
41. Tregenna, F. (2015), « Deindustrialisation, Structural Change and Sustainable Economic Growth », UNIDO Working Paper. ↩
42. Rodrik, D. (2014), « Green Industrial Policy », *Oxford Review of Economic Policy*, 30(3). CEA-ONU (2016), *Economic Report on Africa: Greening Africa's Industrialization*. ↩
43. Acemoglu, D., Akcigit, U. & Johnson, S. (2026), « Technology and Development », in *Handbook of Economic Development*, forthcoming. ↩

44. Rohner, D. (2025), « Conflict and Development », in *Handbook of Economic Development*, forthcoming. ↩
45. OCDE (2024), *States of Fragility 2024*. ↩
46. Alonso, J.A. (2014), « Beyond Aid: A New Metric of Development Cooperation », *Journal of International Development*. CGD Commitment to Development Index. ↩
47. Guzman, M. et al. (2024), travaux sur la réforme de l'architecture de dette souveraine et la coordination des emprunteurs ; références au débat [CLUB / Borrowers' Club](#) ; précédent historique du Groupe de Carthagène. ↩
48. BAD (2023) : 1,7 Md EUR recouverts entre 2009 et 2022 avec des instruments limités ; OIT (2024), *World Social Protection Report 2024-26* ; FMI, *SDR Tracker* ; Banque mondiale / ONU (2018), *Pathways for Peace* ; IDA-21 (CGDev 2024) ; UNESCO, données R&D Afrique subsaharienne. ↩
49. IDA-21 (100 Md USD sur 3 ans, CGDev 2024) ; FMI, *SDR Tracker* ; OIT (2024), *World Social Protection Report 2024-26* ; Companies House UK (2024-25) ; Banque mondiale / ONU (2018), *Pathways for Peace* ; BAD (2023) ; UNESCO. ↩
50. BAD (2023) : 1,7 Md EUR recouverts entre 2009 et 2022 avec des instruments limités ; OIT (2024), *World Social Protection Report 2024-26* ; FMI, *SDR Tracker* ; Banque mondiale / ONU (2018), *Pathways for Peace* ; IDA-21 (CGDev 2024) ; UNESCO, données R&D Afrique subsaharienne. ↩
51. ODI (2024), « Defence spending and ODA: trade-offs and complementarities » ; SIPRI (2025), *Military Expenditure Database* ; FMI (2025), *World Economic Outlook* ; données institutionnelles. ↩
52. Kokotsis, E. & Daniels, J. (2006), « Explaining Compliance with G8 Finance Commitments », *Open Economies Review* ; Naim, M. (2009), « Minilateralism », *Foreign Policy* ; Falkner, R. (2016), « A Minilateral Solution for Global Climate Change? », *Perspectives on Politics*. ↩
53. Union africaine / CEA, positions africaines sur la réforme de l'architecture financière internationale ; AFRODAD (2025) ; Africatalyst (2025) ; débat sur le [Borrowers' Club](#) / coordination des emprunteurs souverains africains. ↩